

# LE DEVOIR



CULTURE

ACTUALITÉS

Hänsel und Gretel: voix brillantes, emballage terne

Tuerie dans la banlieue de Boston

Page B 6

Page A 2

VOL. XCI N° 295

LE MERCREDI 27 DÉCEMBRE 2000

87c + TAXES = 1\$

PERSPECTIVES

## Hypocrisie et torture

La moitié du monde torture encore et toujours l'autre moitié. À la faveur d'une enquête menée entre 1997 et juillet de cette année, Amnesty International a constaté que le tourment physique, l'inquisition mentale, avaient cours dans les trois quarts des pays.

On a beau s'indigner et se révolter, rien à faire: la torture progresse à un point tel qu'elle est une des tendances lourdes imprimant quotidiennement ses marques sur le rythme du monde. Sa persistance est si prononcée qu'elle rend caduques ou invalides toutes ces affirmations vantant les progrès de l'humanité.

À l'évidence, elle symbolise l'échec cuisant de tous ces gouvernements qui, il y a cinquante ans, avaient adopté à l'unanimité la Déclaration universelle des droits de l'homme dont l'article 5 stipule: «Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.» Elle symbolise son échec et consacre son hypocrisie.

Dans son rapport, Amnesty International souligne en effet que la convention des Nations unies contre la torture fait partie du groupe des traités les moins ratifiés. Au terme du premier semestre de cette année, seuls 119 États avaient apposé leurs signatures sur le document en question. Seuls «41 États avaient en outre fait une déclaration en vertu de l'article 22, pour permettre à des particuliers relevant de leur juridiction de porter plainte auprès du Comité contre la torture institué en application de la Convention.» Seulement 44 nations acceptent ou autorisent les plaintes d'un État à l'endroit d'un autre.

Pourtant, lors de la période au cours de laquelle Amnesty a effectué son enquête, les cas de torture imputés à des militaires ou des policiers, soit à des employés de l'État, ont été signalés dans plus de 150 pays. Dans 70 d'entre eux, le phénomène était généralisé. Dans plus de 80 pays, des personnes sont mortes des suites des sévices infligés.

Comment torture-t-on? Dans une lettre envoyée d'une prison syrienne, on peut lire: «Sont notamment employées les méthodes de torture suivantes: étirement du corps sur une échelle, suspension par les poignets, décharges électriques, arrachage des ongles, application d'acide sur les pieds, insertion d'une bouteille cassée dans l'anus, flagellation prolongée... nous avons tous été témoins de telles méthodes aveugles de torture. Certains ont mis des années à se remettre des effets de la torture; d'autres gardent des séquelles définitives des sévices subis.»

**Les cas de torture imputés à des militaires ou des policiers ont été signalés dans plus de 150 pays**

Journaliste congolais, Adrien Wayi a confié ceci: «Imaginez-vous, les ciseaux utilisés par les coiffeurs, ce fameux Panthère (NDLR: le surnom du tortionnaire) les utilise pour me déchirer la peau du dos juste sur l'omoplate, comme si ma peau était une étoffe. Imaginez-vous les tenailles utilisées par les mécaniciens ou les ferrailleurs; Panthère les utilise pour m'arracher les ongles...» Imaginez-vous pire que cela et vous aurez une idée, si l'on ose dire, de ce qu'a été le calvaire de Wayi pendant douze jours.

Des deux exemples fournis, il ne faudrait évidemment pas conclure que la torture est le fait des pays de l'hémisphère sud.

Elle a cours également dans les pays prétendument civilisés du nord. Il n'y a qu'à se rappeler comment des flics new-yorkais ont labouré le corps de jeunes Noirs. Comment des flics du Vieux Continent font écho à la vision nord-américaine de ce boulot.

On torture à tout va pour les raisons que l'on osera qualifier de traditionnelles, soit parce qu'on a commis ce que l'on considère être un délit d'opinion, parce qu'on est d'une religion différente ou que l'on appartient à un groupe ethnique particulier. On torture de plus en plus parce qu'on est enfant, femme ou homosexuel. On torture à tout va parce qu'il y a eu banalisation du mal, et donc d'une de ses conséquences: la violence.

On fait des abat-jour avec la peau des gens parce qu'on se sent libre d'agir ainsi. Parce que l'impunité est très répandue. Dans leur rapport, les militants d'Amnesty notent et soulignent: «L'impunité conforte les tortionnaires dans l'idée qu'ils vont s'en tirer à bon compte alors que leur comparaison en justice les empêche de récidiver [...] L'impunité peut être considérée en soi comme une violation multiple des droits humains: elle prive les victimes et leurs proches du droit à ce que la vérité soit établie et reconnue et à ce que justice soit rendue...»

Tant et aussi longtemps qu'il y aura impunité et différenciation, notamment des médias, on crévera ces yeux qui osent voir autrement.

INDEX

7 75313 00066 5	Actualités..... A 2	Mots croisés..... B 4
	Avis publics..... B 4	Météo..... B 6
	Culture..... B 6	Planète..... B 2
	Éditorial..... A 6	Religions..... B 4
	Idées..... A 7	Sciences..... B 1
	Monde..... B 5	Sports..... B 3
		Télévision..... B 7

## Le froid l'emporte sur les aubaines



ÉRIC ST-PIERRE LE DEVOIR

«Il faut être parmi les cinquante premiers si l'on veut profiter des meilleurs rabais parce que les quantités sont limitées», dit un Américain d'origine montréalaise qui suit le traditionnel Boxing Day depuis sept ans. La température de 35 degrés Celsius sous zéro que nous avons connue hier avec le facteur vent aura sans doute eu raison des chasseurs d'aubaines qui ont, pour la plupart, tardé à se pointer devant les portes encore closes des magasins.

## Boxing, comme dans boxe?

SÉVERINE DEFOUNI  
LE DEVOIR

Le Boxing Day, événement tant attendu chaque année par les commerçants et les irréductibles du magasinage en quête d'aubaines, aura commencé sur une drôle de note hier dans deux magasins Future Shop. Au Carrefour Angrignon, policiers et pompiers ont dû intervenir pour rétablir l'ordre à la suite de l'ouverture simultanée des deux accès intérieurs et extérieurs du magasin d'électronique, tandis que le commerce situé rue Sainte-Catherine, au centre-ville de Montréal, a perdu sa porte d'entrée lorsque la charnière de celle-ci a flanché sous le poids de la foule pressée d'entrer! Est-ce la ruée aux aubaines ou le froid intense qui sévissait à Montréal qui aura provoqué ces incidents sans fâcheuses conséquences? Nul ne saurait le dire mais, de l'avis des consommateurs et gérants de magasin, la température de 35 degrés Celsius sous zéro avec le facteur vent aura sans doute eu raison des chasseurs d'aubaines qui ont, pour la plupart, tardé à se pointer devant les portes encore closes des magasins, hier.

Philippe de Léonardis, un habitué des soldes d'après Noël de chez Sam The Recordman, craignait d'être relégué loin dans la file lorsqu'il s'est présenté au magasin à 10h15 hier matin. Mais voilà, seulement deux personnes attendaient déjà à la porte. «Il faut être parmi les cinquante premiers si l'on veut profiter

des meilleurs rabais parce que les quantités sont limitées», dit ce résident américain d'origine montréalaise qui suit le traditionnel Boxing Day depuis sept ans.

Du côté d'Archambault — un autre disquaire, qui vend aussi des livres et des films — en face du métro Berri, rue Sainte-Catherine, quelque 200 personnes attendaient l'ouverture du magasin. La file d'attente faisait le coin de la rue Berri, s'étendant jusqu'à la Caisse populaire Desjardins, une quarantaine de mètres plus loin. Une foule habituelle qui s'est toutefois formée sur le tard. Dominique Mercier et sa conjointe étaient parmi les cinquante premiers; ils n'auront fait le pied de grue que pendant une quarantaine de minutes. «On vient depuis sept ans pour profiter des spéciaux, surtout sur la musique classique», dit M. Mercier, pour qui l'événement est devenu une tradition.

«Normalement, vers 10 heures, il y a déjà une file de gens, confirme Josée Saint-Vincent, ex-directrice du magasin pendant cinq ans. Mais je crois qu'il y a un peu moins de monde cette année parce qu'habituellement nos disques compacts en spécial à 3,99 \$ disparaissent en cinq minutes.»

Dans les magasins à grande surface du souterrain montréalais, les escaliers roulants étaient pleins, tandis que les passagers du métro s'agglutinaient dans la station McGill. «C'est à peu près la même foule que d'habitude», estimait pour sa part Jacques Turcotte, fon-

**Les personnes interrogées par Le Devoir prévoient dépenser en moyenne 300 \$. Et ce, pour leur propre plaisir!**

VOIR PAGE A 8: BOXING

## Jour de verdict pour Barak et Arafat

Israéliens et Palestiniens doivent donner leur «accord de principe» au plan Clinton au plus tard aujourd'hui

D'APRÈS REUTERS, AFP ET AP

Les États-Unis ont insisté auprès d'Israël et des Palestiniens sur le fait qu'ils exigent une réponse à leurs propositions au plus tard aujourd'hui, ont déclaré hier des diplomates occidentaux.

Décrivant les propositions américaines comme les simples paramètres d'un accord qui serait finalisé lors de négociations futures, les diplomates ont déclaré que les parties devaient donner leur «accord de principe» au plus tard aujourd'hui et que Washington n'accepterait aucun délai supplémentaire.

Le plan Clinton prévoit notamment que l'État hébreu renonce à ses revendications concernant la souveraineté sur l'Esplanade des Mosquées (le Mont du Temple pour les juifs) à Jérusalem-Est, et que les Palestiniens en obtiennent le contrôle, selon des responsables américains et la presse israélienne.

VOIR PAGE A 8: VERDICT

## La communauté pour conjurer nos angoisses

Dans le cadre de l'Université de tous les savoirs organisée par l'organisation Mission 2000 en France, 365 experts de toutes disciplines ont été invités à prononcer une conférence chaque jour de l'année qui se termine. Le Devoir vous offre jusqu'au 7 janvier 2001 une série de neuf de ces conférences. Aujourd'hui, la communication de Zygmunt Bauman, professeur de sociologie émérite aux universités de Leeds et de Varsovie, sur le thème de l'identité, telle que reproduite par Le Monde.

ZYGMUNT BAUMAN  
SOCIOLOGUE

La société prémoderne était une société d'États. Mais quand les cadres rigides des États ont été brisés, au début de la période moderne, la tâche d'auto-identification présentée aux hommes et aux femmes s'est réduite au défi de se conformer, sans dévier de la norme, aux types sociaux et aux modèles de conduites établis. L'appartenance à une classe était dans une certaine mesure un accomplissement. Elle devait être reconfirmée et attestée dans la conduite quotidienne de chaque membre. Une fois «défixés»,

2 0 0 0



Université de tous les savoirs

VOIR PAGE A 8: ANGOISSES

## Afrique.com

L'Internet des pauvres fait son apparition en Afrique de l'Ouest

CHRISTIAN RIOUX  
ENVOYÉ DU DEVOIR À DAKAR

«C'est quoi ton e-mail?» demande Amadou, un petit Sénégalais de 11 ans de l'école Masse Massaes Niane, en banlieue de Dakar. Sérioux comme un pape, le petit assis sous un palmier voulait mon adresse Internet pour m'envoyer des nouvelles de son école et me parler de son quartier, un faubourg appelé Baobab parce qu'on y trouvait autrefois une véritable forêt.

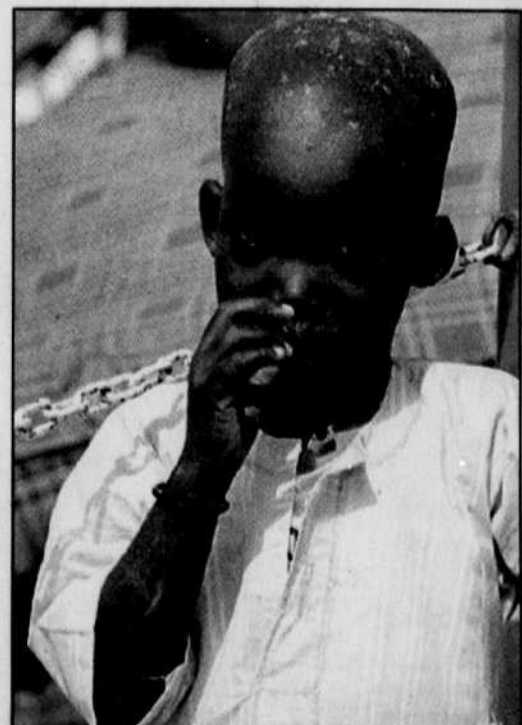
Au bout de la longue route envahie par le sable et bordée de cabanes en planches, l'affiche paraît un peu irréaliste. «Cyber Espace», peut-on lire sur le grand mur d'enceinte de l'école, comme si on était à Laval-des-Rapides ou à Limoilou. Sauf qu'à deux pas, les femmes font la cuisine sur le sable et que personne n'a l'eau courante. Le soleil tape dur et l'on se demande soudain qui peut bien s'amuser à jouer à Internet dans un pays qui demeure l'un des plus pauvres du monde.



Comme de raison, à mon arrivée, un maître s'est exclamé: «C'est la panne d'électricité.» Des pannes comme celle-là, il s'en produit tous les jours à Dakar, capitale du Sénégal. On les annonce même dans les quotidiens puisqu'il s'agit souvent de délestage prévu longtemps à l'avance. N'empêche que pour faire fonctionner l'atelier d'ordinateur de l'école, c'est un problème de taille.

Cette petite école mène pourtant une véritable expérience-pilote au Sénégal. Grâce à l'aide de la Francophonie, ses 565 enfants passent en moyenne deux heures par semaine à pitonner dans la nouvelle salle d'ordinateurs qui occupe l'essentiel de la bibliothèque. On a tassé les livres dans un coin pour faire de la place aux écrans, ce qui n'est pas vraiment au goût de la bibliothèque. Mais les petits semblent ravivés. Ils ont baptisé chaque ordinateur du nom d'un

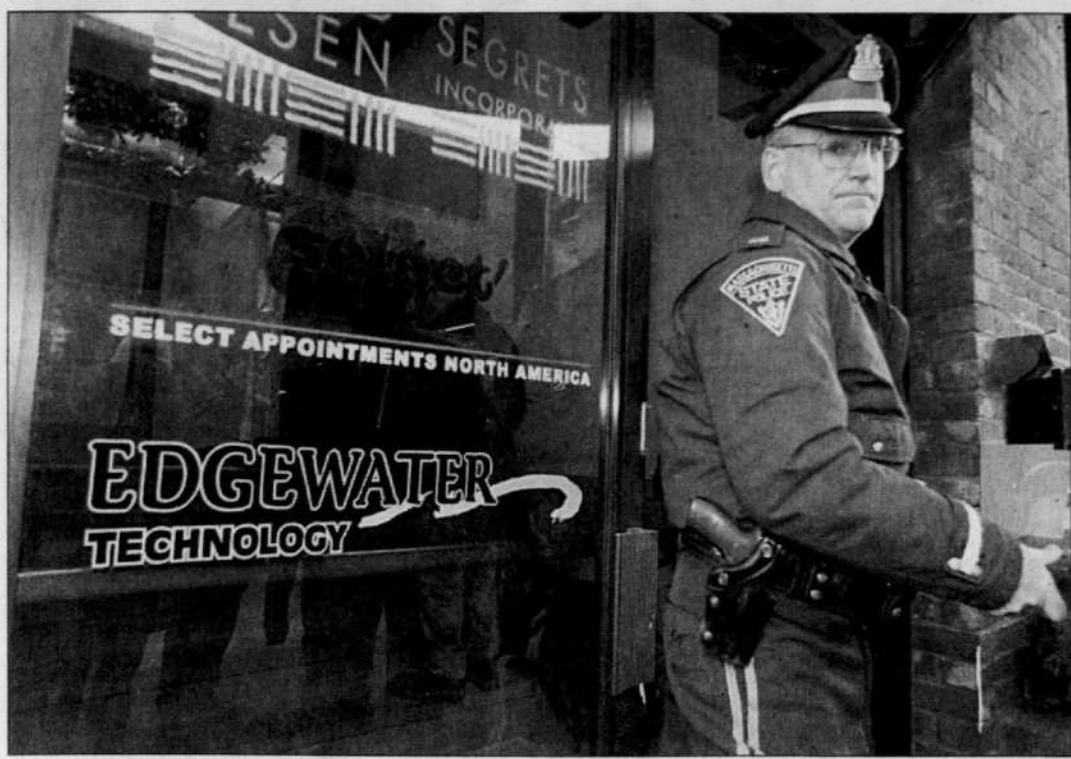
VOIR PAGE A 8: AFRIQUE



AGENCE FRANCE-PRESSE

Grâce à l'aide de la Francophonie, 565 enfants passent en moyenne deux heures par semaine à pitonner dans la nouvelle salle d'ordinateurs.

• LES ACTUALITÉS •



Un policier monte la garde devant les bureaux de la société Edgewater Technology, à Wakefield, près de Boston, où un employé armé d'une kalachnikov a abattu hier sept collègues de travail.

Tuerie en banlieue de Boston

# Un forcené abat sept collègues de travail

ASSOCIATED PRESS

Wakefield, Massachusetts — Une fusillade survenue hier dans un immeuble de bureaux de Wakefield (16 km au nord de Boston) s'est soldée par la mort de sept personnes, toutes abattues par un collègue de travail armé d'une kalachnikov, d'un fusil à pompe et d'un pistolet.

Maîtrisé par les forces de police dans le hall de l'immeuble, Michael McDermott, 42 ans, devrait prochainement être inculpé de meurtres, a déclaré John McEvoy, procureur du comté de Middlesex.

Employé depuis mars dernier d'Edgewater Technologies, un cabinet-conseil spécialisé dans Inter-

net, McDermott s'est rendu comme d'habitude à son travail quand, vers 11h, il a parcouru les locaux et a abattu sept collègues, selon M. McEvoy qui a parlé d'un différend de travail sans donner plus de précisions.

Selon des collègues, McDermott était essayeur de logiciel. Mesurant 1,88m et portant une barbe fournie, il était amical, mais «un peu étrange», a confié Mike Stanley. Aucun supérieur ne faisait partie des victimes, a-t-il précisé. «Ça a l'air d'avoir été fait au hasard. Ça n'a aucun sens», a ajouté le collègue.

Selon Frank Harrington, un consultant contractuel qui se trouvait à l'intérieur au moment de la fusillade, entre huit et dix coups de feu ont été tirés dans les locaux qui se trouvent au rez-de-chaussée de l'immeuble de bureaux Harvard Mills, une ancienne minoterie en briques rouges abritant aujourd'hui plusieurs sociétés.

L'employée Nancy Pecjo a précisé qu'entre 30 et 40 personnes travaillent dans les locaux d'Edgewater à Wakefield et qu'elle n'était pas au courant d'un récent licenciement ou d'un employé mécontent. «C'est une petite société, vous connaissez tout le monde. Quand quelque chose comme ça arrive, c'est très perturbant».

La société est actuellement en train d'achever le déménagement de son siège de Fayetteville (Arkansas) à Wakefield et a connu plusieurs réorganisations ces derniers mois. Mais John Cooley, l'un de ses directeurs, a assuré qu'il n'y a eu aucun récent licenciement et qu'aucun n'était envisagé.

Il a précisé qu'Edgewater était un cabinet-conseil spécialisé dans Internet et dans le développement des systèmes informatiques. La société possède également des bureaux dans l'Alabama, l'Arkansas, le Minnesota et le New Hampshire.

Succession éventuelle de Jean Chrétien

# Martin prépare déjà discrètement sa candidature

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les proches conseillers du ministre des Finances Paul Martin sont à ce point convaincus de le voir succéder au premier ministre Jean Chrétien d'ici les deux prochaines années qu'ils lui concoctent déjà un programme électoral.

M. Martin dispose déjà d'un comité organisateur pancanadien et d'un solide réseau de communication électronique. En outre, la majorité du caucus parlementaire et des militants seraient de son côté.

«Nous passons le plus clair de notre temps à faire en sorte que Paul soit prêt, à n'importe quel moment au cours des quatre prochaines années, à remporter les prochaines élections», confie un proche du ministre. La stratégie, ajoute-t-il, consiste à «donner l'impression aux gens qu'en le portant au pouvoir, ils changent de gouvernement».

Malgré la récente victoire électorale de Jean Chrétien et sa promesse de rester au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat, le camp Martin s'attend à ce qu'il quitte le navire au plus tard à l'automne 2002.

Au cours d'interviews de fin d'année à la télévision, M. Chrétien a promis de ne pas créer de «situation où mon successeur serait pris de court» en annonçant sa démission, tout en soulignant que sa troisième victoire lui accorde la marge de manœuvre pour partir quand bon lui semble.

Néanmoins, les proches de Paul Martin soutiennent que Jean

Chrétien devra dévoiler ses intentions avant le congrès biennal du parti, en mars 2002. Les délégués évalueront alors le leadership du premier ministre.

L'exécutif national du Parti libéral, dominé par les partisans de M. Martin, ne permettront pas à Jean Chrétien de retarder la tenue du congrès afin de prolonger indéfiniment son mandat, à moins de divulguer clairement son intention de démissionner.

Après les élections de 1997, M. Chrétien avait convoqué un congrès hâtif qui lui avait valu le soutien de 91 % des délégués. Tous étaient alors persuadés qu'il abandonnerait son poste avant le scrutin suivant.

S'il avait l'audace de répéter l'expérience, il provoquerait sans doute une guerre intestine, croit un proche de Paul Martin. Les partisans du ministre des Finances sont étonnamment confiants de le voir remporter la prochaine course à la direction et ne se préoccupent même pas de ses rivaux potentiels, comme le ministre de la Santé Allan Rock et le ministre de l'Industrie et ex-premier ministre de Terre-Neuve, Brian Tobin. Ce dernier ne peut pas compter sur un bon réseau d'appuis et ne dispose encore que d'un maigre budget de campagne.

«Je ne pense pas qu'aucun d'entre eux ne constitue pour le moment de menace sérieuse en vue de la course à la direction du parti», conclut un autre conseiller de Paul Martin ayant requis l'anonymat.

**Votre magasin de cadeaux**

**dessus de table**  
SOUPIÈRE 59<sup>95</sup>

**argenterie**  
PLAT DE SERVICE CAVIAR/VODKA ARGENT PLAQUÉ 129<sup>95</sup>

**cadeaux**  
ENSEMBLE À CAFÉ prix sugg. 80<sup>00</sup> notre prix 39<sup>95</sup>

**porcelaine**  
NORITAKE ALSATIA prix sugg 154<sup>00</sup> notre prix 76<sup>95</sup>

**cadeaux**  
VOTIVE ORREFORS prix sugg 56<sup>00</sup> notre prix 27<sup>95</sup>

**cadeaux**  
CARAFE notre prix 89<sup>95</sup>

**cadres**  
CADRES ASSORTIS cristal, bois, étain, argent de 12<sup>95</sup> à 199<sup>95</sup>

**cristal**  
DA VINCI CETONA Italie à partir de 23<sup>95</sup>

**cadeaux**  
COLLECTION DE BOLS ORIENTAUX • 6 PIÈCES 89<sup>95</sup>

**articles maison**  
50% de rabais  
AMBRY HOME (ENSEMBLE DE 3) COUTEAUX DE CHEF TREMPÉES. GARANTIE À VIE prix sugg. 160<sup>00</sup> notre prix 79<sup>95</sup>

**articles maison**  
plus de 50% de rabais  
AMBRY HOME CAST-DELUXE BATTERIE DE CUISINE (9 PIÈCES) GARANTIE À VIE prix sugg. 800<sup>00</sup> notre prix: 349<sup>99</sup>

**articles maison**  
KITCHEN AID MÉLANGEUR À PIED (CHROME) prix sugg. 699<sup>00</sup> Notre prix 599<sup>95</sup>

**LINEN CHEST**  
DÉCOR DÉPÔT

«Le supercentre de la mode maison»

gratuit Service à domicile 331-5260 Centre Rockland 341-7810 Place Portobello Brossard 671-2202 Les Galeries Laval 681-9090 La Cathédrale (centre-ville) 282-9525

Tout pour la maison aux prix garantis les plus bas!

**Bijouterie Gambard**  
Vente et service technique

ROLEX

Day-Date en or 18 carats

630-A RUE CATHCART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

Région de Montréal

## Pas de cataclysme dans les urgences des hôpitaux

VALÉRIE DUFOUR  
LE DEVOIR

Le cataclysme hivernal ne s'est pas encore abattu sur les urgences de la région montréalaise. Si certains hôpitaux mettent les bouchées doubles, la situation est sous contrôle presque partout. Du moins, pour l'instant...

Selon la Régie régionale de la Santé et services sociaux de Montréal-Centre, le taux d'occupation des salles d'urgence de la Métropole était de 170 % le 22 décembre. Au cœur de cet achalandage trônaient les établissements du CHUM et du CUSM. Il semble que cette situation se soit en majeure partie résorbée.

En effet, seulement 66 patients sont présentement sur civières, alors que Notre-Dame, l'Hôtel-Dieu et Saint-Luc comptent sur 69 civières pour installer leurs malades. Et, fait remarquable, seulement une personne attend sur une civière depuis plus de 48 heures.

Au cours des derniers jours, les hôpitaux du CHUM ont vu transiter 247 patients, dont 75 sont arrivés en ambulance. De plus, 263 personnes ont obtenu leur congé de l'hôpital, tandis que 42 personnes ont été hospitalisées.

Même son de cloche à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont. Malgré un léger dépassement (46 patients pour 34 civières), aucun patient n'attendait depuis plus de deux jours. «Pendant le congé de Noël, ça va toujours bien», indique pour sa part Denise Rajotte, coordonnatrice de la salle d'urgence. «C'est au jour de l'An qu'il faut se méfier.»

À Royal-Victoria, le personnel de l'urgence réussit également à

gérer l'achalandage du temps des Fêtes. Les 18 civières disponibles à l'urgence ont trouvé preneur, mais il n'y a pas de débordement et deux personnes attendent depuis plus de 48 heures. «L'infirmière-chef me dit que c'est effectivement très calme, même plus calme que les jours avant Noël», explique la porte-parole du CSUM, Chantal Beauregard.

La vie est un peu moins rose pour son jumeau l'Hôpital général de Montréal, qui a 30 patients sur civières et une capacité de 17 places. «Le cas du Général est particulier, car c'est le seul centre de traumatologie au centre-ville», précise Mme Beauregard. Elle ajoute cependant que cet hôpital commence à accueillir ses premiers cas de grippe, ce qui ne laisse présager rien de bon pour les jours qui viennent.

De son côté, l'hôpital Sacré-Cœur avait 45 patients pour 35 civières et aucune personne n'attendait depuis plus de 48 heures. «On a déjà connu des situations plus difficiles au niveau de l'achalandage, avoue la porte-parole de l'hôpital, Sylvie Doré. Mais on vit quand même une situation précaire du côté du personnel. La pénurie se fait sentir.» Mme Doré précise que la direction doit demander à plusieurs membres du personnel d'effectuer des heures supplémentaires pour combler ce vide.

Mais les vacances et les fermetures de lits ont durement frappé la Cité de la Santé. Même si le décompte n'avait pas été fait, on a confirmé que la salle d'urgence était fort occupée et que la situation n'était «pas drôle du tout». Comme dans les autres ur-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
Au cours des derniers jours, les hôpitaux du CHUM ont vu transiter 247 patients, dont 75 sont arrivés en ambulance.

gences, ceux qui s'y rendent le font en majorité à cause de problèmes respiratoires, gastriques ou cardiaques.

Il faut se souvenir qu'au mois de juin dernier les hôpitaux montréal-

lais avaient encaissé durement le début de la période des vacances des infirmières. Le 16 juin dernier, il y avait deux fois plus de patients dans les urgences que de civières pour les coucher.

## La rivière Montmorency menace de déborder

PRESSE CANADIENNE

Québec — La rivière Montmorency, dans la région de Québec, a fait des siennes ces derniers jours et la situation demeure inquiétante. Après avoir forcé l'évacuation de quelques Beauportois, samedi et dimanche, le cours d'eau menace maintenant d'éclater du côté est, à Boischatel.

«Nous sommes particulièrement préoccupés par le cas de Boischatel, affirmait lundi le responsable de la Sécurité civile sur le territoire de la Communauté urbaine de Québec, Daniel Dupuis. Lors de notre survol en hélicoptère, nous avons remarqué que la neige était jaune, donc imbibée d'eau. Il n'y a pas eu beaucoup d'amélioration depuis, c'est une inquiétude permanente.»

M. Dupuis assure que les services incendies de Boischatel et de Québec sont constamment sur un pied d'alerte. «Nous avons également deux pelles qui travaillent pour empêcher que la situation ne s'aggrave, mais ça n'améliore rien. Le niveau d'eau baisse, mais ça ne nous aide pas.» Le plus grave problème, en effet, c'est le frasil. Il s'agit d'un

mélange d'eau, de glace et de neige — appelé communément «slush» — qui descend la rivière et vient former un «bouchon qui bloque le chenal par où passe l'eau».

La Sécurité civile tentait hier de défaire cet embâcle qui menace toujours. La pelle mécanique munie de flotteurs, qu'on surnomme la «grenouille», devrait donc venir prêter main-forte aux effectifs déjà en place. «Ça va nous permettre de creuser et d'ainsi faciliter le passage de l'eau», explique M. Dupuis.

Quoi qu'il en soit, ce fut une veille de Noël plutôt arrosée, dans le sens propre du terme, pour certains résidents de la rue Saint-Pierre, à Beauport. Ceux-ci ont dû être évacués de leur demeure en chaloupe, dimanche, à cause des crues soudaines de la rivière Montmorency. Des pompiers venus à leur secours ont eux aussi dû être rescapés par bateau, le courant étant trop fort pour leur permettre de revenir par leurs propres moyens sur la terre ferme. «À des endroits, il y avait jusqu'à cinq pieds d'eau», soutient Pierre D. Verreault, chef de division au Service incendies de la Ville de Québec.



Dr Joan GOMEZ

Traduit de l'anglais par

Paul ALEXANDRE

Dictionnaire des symptômes

Le dictionnaire des maux.

602 pages - 36,40 \$

Les Éditions GUÉRIN (514) 842-3101

En vente dans toutes les librairies



## Avec les nouvelles lentilles de lecture *online*<sup>MC</sup> de Nikon, voyez plus loin que le bout de votre nez.

Si Benjamin Franklin était encore de ce monde, il serait certainement le premier à adopter les nouvelles lentilles Online<sup>MC</sup> de Nikon. En effet, la technologie et le design des demi-lunettes depuis leur invention n'ont guère évolué. Et cela, malgré le fait que les besoins de nos yeux, en termes de vision rapprochée et à demi-distance, n'ont jamais été si grands et si complexes.

Les nouvelles Online<sup>MC</sup> de Nikon sont des lentilles révolutionnaires qui étendent le champ de vision très limité des demi-lunettes de lecture, non seulement latéralement, mais aussi vers le haut. Vous obtenez ainsi la plus large vision de près sur le marché tout en bénéficiant d'une vision intermédiaire rendant visibles les objets externes au plan de lecture, comme

vos yeux sont précieux. Protégez-les avec les lentilles qui ont une véritable longueur d'avance. Les nouvelles lentilles de lecture Online<sup>MC</sup> de Nikon.

vos yeux sont précieux. Protégez-les avec les lentilles qui ont une véritable longueur d'avance. Les nouvelles lentilles de lecture Online<sup>MC</sup> de Nikon.

vos yeux sont précieux. Protégez-les avec les lentilles qui ont une véritable longueur d'avance. Les nouvelles lentilles de lecture Online<sup>MC</sup> de Nikon.

# Lentilles Nikon *online*<sup>MC</sup>

Pour obtenir vos lentilles Online<sup>MC</sup>, faites-en la demande auprès de votre spécialiste de la vue.

Nikon lenswear

## • LES ACTUALITÉS •

Pas de danger de chute

# Mir est victime d'une panne de communication

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — La vieille station spatiale *Mir* a été victime d'une importante panne de communication, apparemment réglée hier soir, mais les Russes ont assuré qu'il n'y avait pas de risque de chute incontrôlée sur terre de *Mir*, dont la mort a été programmée pour février prochain.

«Il n'y a pas de risque d'une chute incontrôlée de *Mir*. La station, qui se trouve à une altitude de 315 kilomètres, est en pilotage automatique jusqu'au 15 mars 2001», a déclaré à l'AFP une porte-parole du Centre de contrôle des vols spatiaux (TSOUP).

La station, qui tourne à vide depuis le 16 juin dernier, doit en principe être détruite vers le 27 ou le 28 février. La panne a exclu que cette panne entraîne un report de la mise à mort programmée de la station. Le TSOUP n'a pas été en mesure d'établir le contact avec *Mir* lors d'une liaison prévue lundi, à 18h41 locales, et a été privé de communication avec la station pendant environ 24 heures.

Le Centre de contrôle des vols a pu reprendre contact vers 15h locales avec une première liaison de 17 minutes suivie d'une seconde qui s'est également déroulée sans problème.

«La communication avec la station semble être rétablie», a commenté la porte-parole du TSOUP, Vera Medvedkova. Selon elle, les spécialistes ne pourront expliquer les causes de la panne «avant deux ou trois jours».

Pas dangereux

«Cette situation n'est pas dangereuse», a-t-elle affirmé. C'est cependant la première fois dans l'histoire de *Mir*, dans l'espace depuis près de 15 ans, que le contact est totalement perdu avec la station, selon la porte-parole.

Le TSOUP prend contact avec *Mir* généralement

une ou deux fois par jour, selon l'agence Interfax. Si le TSOUP ne parvient pas à résoudre le problème depuis la terre, il peut envoyer «une équipe de secours» de cosmonautes à bord de *Mir*, selon l'agence Interfax.

Un tel envoi est prévu en cas de défaillance importante du système de commande ou de l'impossibilité d'effectuer l'arrimage entre la station et un vaisseau sans pilote.

Les Russes ont commencé depuis fin novembre à préparer la mort de *Mir*. Un vaisseau cargo Progress, chargé de donner la dernière impulsion à la station pour lancer la procédure de destruction, doit partir fin janvier depuis le cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan, Asie centrale). Il est prévu que les 130 tonnes de *Mir* se désintègrent dans les couches denses de l'atmosphère en milliers de morceaux. Certains de ces morceaux, qui pèsent jusqu'à 700 kg, doivent retomber dans l'océan Pacifique, à 1500 ou 2000 km des côtes de l'Australie.

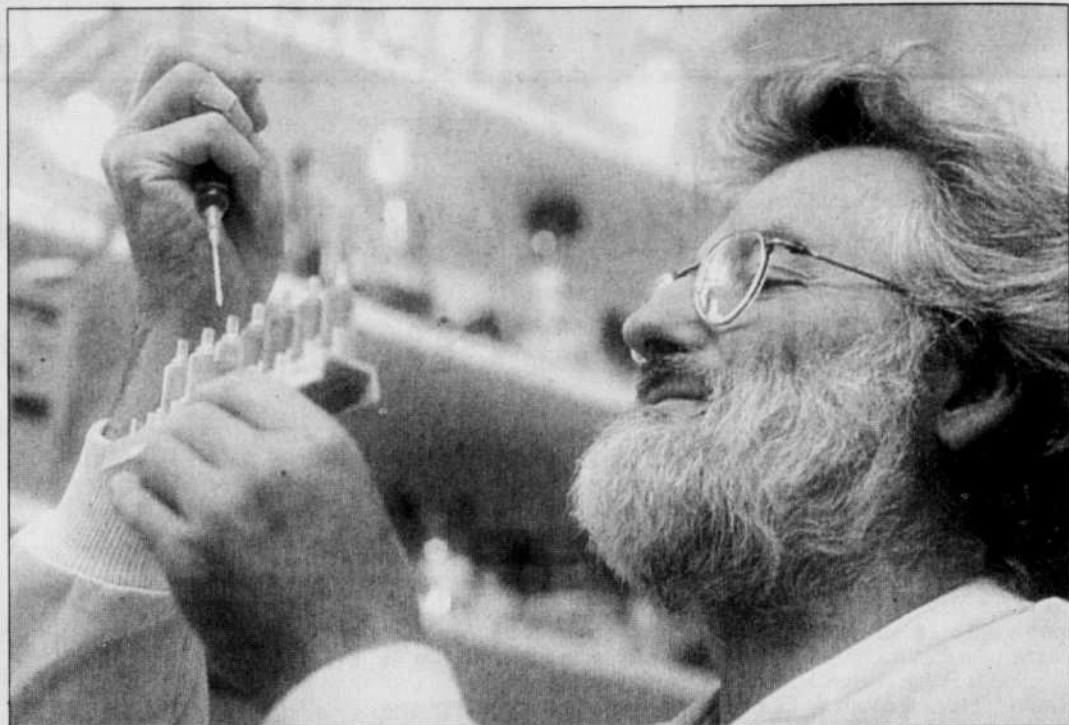
Les Russes ont décidé de détruire *Mir*, symbole de leur réussite dans l'espace, par manque d'argent et pour des raisons de sécurité.

Moscou est engagée dans le projet de la station spatiale internationale (ISS), qui a accueilli son premier équipage le 2 novembre dernier, et n'a pas les moyens de financer les deux stations.

*Mir*, dont le premier élément a été lancé le 20 février 1986, était à l'origine prévue pour une exploitation de cinq ans. Elle a connu de nombreux problèmes, notamment en 1997, lorsqu'un incendie et une collision se sont produits entre la station et un vaisseau de ravitaillement.

Ajoutant à la légende de *Mir*, le couturier français Paco Rabanne avait prédit que le 11 août 1999, jour d'éclipse solaire, la station *Mir* tomberait du ciel en flammes, pour détruire Paris.

Bilan scientifique de l'an 2000



REUTERS

Après avoir décrypté la carte quasi complète du génome humain, les chercheurs vont ensuite se lancer à la «conquête de l'Everest» de la biologie: identifier et localiser sur le long ruban d'ADN les quelque 38 000 gènes qui contiennent les instructions nécessaires à la vie.

## Le décryptage du génome humain: le début d'une grande aventure

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le grand livre de la vie

Paris — L'année 2000 aura été un cru historique pour la génétique avec le décryptage du génome humain. Celui-ci, annoncé fin juin dans plusieurs capitales, a ouvert une révolution scientifique majeure, la première étape d'une grande aventure pour pleinement comprendre la phonie génétique de l'homme.

«C'est l'effort scientifique concerté le plus important que l'humanité ait jamais tenté», selon le Dr Francis Collins, patron de l'Institut national de recherche sur le génome humain (NHGRI), qui pilote le «Projet du génome humain» (HGP).

Après une décennie d'intenses recherches, le HGP, un consortium de 16 centres de recherches financé sur fonds publics aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et au Japon, ainsi que la société américaine Celera Genomics ont annoncé de concert avoir réalisé la carte quasi complète du génome humain.

Ce «livre de la vie» qu'est le génome humain comprend les trois milliards de lettres chimiques qui composent l'ADN et forment le scénario génétique de l'homme.

«Nous en sommes seulement au début. Ce dont nous disposons aujourd'hui, c'est d'un plan détaillé de ce qui fait de nous des êtres humains», selon le généticien Robert Waterston, de l'Université de Washington, à St. Louis (Missouri).

T, pour engendrer une maladie génétique. On estime le nombre de ces dernières à environ 5000. Mais si l'on dispose désormais de la liste des pièces détachées d'un Boeing 777. On ne sait pas comment les pièces s'assemblent entre elles et on ne sait pas non plus ce qui fait voler l'avion.

Car, explique un chercheur américain, «le génome, c'est comme avoir la liste des pièces détachées d'un Boeing 777. On ne sait pas comment les pièces s'assemblent entre elles et on ne sait pas non plus ce qui fait voler l'avion.»

Sur les immenses retombées médicales de la découverte, Richard Gibbs, directeur du Centre de séquençage du génome humain, à la faculté de médecine de l'Université Baylor, à Houston (Texas), affirme qu'il est pratiquement certain que nous aurons mis la main sur la grande majorité des maladies génétiques courantes qui affectent l'humanité d'ici trois à cinq ans.

Cette révolution scientifique a été comparée au premier pas de l'Homme sur la lune. «Au cours des 10 dernières années, depuis que le Projet du génome humain a démarré, nous avons assisté à la découverte d'une centaine de gènes à l'origine d'anomalies, comme la surdité ou le cancer du rein», explique Francis Collins.

À la fin de l'an 2000 et dans les délais espérés, une autre étape considérable de l'aventure génétique a été franchie avec le premier séquençage complet d'une plante — l'Arabidopsis thaliana — à l'issue d'une coopération internationale de plusieurs années.

Une «révolution verte» qui va permettre d'appliquer à une quantité d'espèces cultivées les découvertes faites sur les gènes de cette banale petite plante, qui s'adapte aussi bien aux climats froids du nord de la Suède qu'au climat tropical du Cap-Vert.

## • CARRIÈRES ET PROFESSIONS •

### Appels de candidatures

Conseil des arts et des lettres du Québec

TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN PROGRAMMATION  
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION, DE LA PLANIFICATION  
ET DE LA RECHERCHE

Poste régulier à combler

Attributions: Sous l'autorité de la Directrice de l'administration, de la planification et de la recherche, la ou le titulaire participe à la conception, au développement, à l'implantation et à la maintenance des systèmes d'information avec interface utilisateur graphique (IUG) dans un environnement client-serveur.

Plus précisément, il participe à l'analyse des données, des traitements et des objets et effectue la programmation, les essais, l'implantation, la formation, la documentation technique desdits systèmes d'information et objets de même que la gestion des bases de données qui s'y rattachent. Aussi, il assure le support et le dépannage aux pilotes de systèmes et aux utilisateurs.

Conditions d'admission: Détenir un diplôme d'études collégiales avec spécialisation en informatique ou dans une autre spécialisation pertinente ou l'équivalent.

Posséder au moins six années d'expérience ayant permis au (à la) candidate d'acquérir des connaissances variées dans les systèmes informatiques et de l'expérience en conception de systèmes et programmation d'applications avec interface utilisateur graphique (IUG) sur plate-forme micro-informatique dans un environnement client-serveur.

Posséder une très bonne maîtrise du logiciel Delphi 4 client-serveur, du langage SQL-92 et du logiciel Quick report Pro 3.0 ainsi que de bonnes connaissances des produits suivants: Microsoft Nt Serveur 4.0, Microsoft SQL Serveur 7.0 (incluant les fonctionnalités de réplication des données), Microsoft Windows 95, Microsoft Office 97 et Microsoft Internet Explorer 4.0.

Classification: Technicien en informatique — classe principale

Échelle salariale: De 36 362 \$ à 44 708 \$ (en voie de révision)

Lieu de travail: Québec

Période d'inscription: Au plus tard le 5 janvier 2001

Inscription et renseignements: Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae au Conseil des arts et des lettres du Québec, à l'attention de Sonia Fontaine, Direction de l'administration, de la planification et de la recherche, 79, boul. René-Lévesque Est, 3<sup>e</sup> étage Québec (Québec) G1R 5N5 Téléphone: (418) 528-2277 - Télécopieur: (418) 528-2327.

Québec  
POUR L'ÉQUITÉ EN EMPLOI

## Un Indien est couronné champion du monde des échecs

AGENCE FRANCE-PRESSE

New Delhi — L'Indien Viswanathan Anand, qui sera officiellement couronné aujourd'hui champion du monde par la Fédération internationale des échecs (FIDE), est l'un des surdoués de la nouvelle génération des échecs.

À 31 ans, le «Tigre de Madras» a remporté une partie décisive dimanche à Téhéran en s'imposant face à son rival espagnol d'origine lettone Alexei Chirov. Il succède au palmarès de la FIDE au champion sortant, le Russe Alexander Khalifman.

Viswanathan Anand, dont le prénom signifie «le maître du monde», ambitionnait depuis plusieurs an-

nées de devenir le premier Indien champion du monde des échecs. «C'est un moment très spécial», a déclaré Anand après sa victoire contre Chirov. «C'est le but que je poursuivais depuis longtemps.»

Surnommé «Lucky Luke» pour sa rapidité, ce surdoué joufflu est capable de boucler les quarante premiers coups en 20 minutes au lieu des deux heures autorisées.

Né à Madras (sud-est de l'Inde), Anand se dit «tamoul et végétarien» et avoue «pratiquer un peu la religion hindoue». Il s'initie aux échecs à l'âge de six ans et participe, deux ans plus tard, à des compétitions organisées par des clubs de sa ville. Une aisance étonnante lui permet de devenir, à 17 ans, le premier

asiatique champion du monde junior, décrochant le titre envié de grand-maître. Il a participé aux deux cycles de championnat du monde de la Fédération internationale des échecs (FIDE) et de l'Association professionnelle des échecs (PCA), organisation dissidente créée par Garry Kasparov, lors desquels il défait des joueurs comme Anatoli Karpov, Vladimir Kramnik ou... Kasparov. Même si ses concurrents russes Kramnik et Kasparov font plus souvent la une des journaux, la popularité d'Anand ne s'est pas démentie. Il s'est vu décerner les prestigieux Oscars internationaux des échecs deux années de suite en 1997 et en 1998, par un jury composé de journalistes.

Joyeuses Fêtes à notre clientèle

**Solde**  
complets italiens, vestons, manteaux  
**40% - 60%**  
de rabais

dolce dolce  
Dolce & Gabbana  
Dolce & Gabbana

Pour Elle  
277, av. Laurier O.  
270-6154  
Centre de  
Commerce Mondial  
844-9125

Pour Lui  
Centre de  
Commerce Mondial  
281-7999  
5107, av. du Parc  
277-7558

Il y a cent ans

## Le premier appel international

ASSOCIATED PRESS

Key West, États-Unis — Ce jour de Noël a marqué le centième anniversaire du premier appel téléphonique international, passé le 25 décembre 1900 entre Key West, située en Floride, et La Havane.

Cet appel était le fruit d'une expérience destinée à déterminer si la voix pouvait prendre le pas sur le télégraphe. «Pendant un bout de temps, il n'y a eu aucun son, sauf les vibrations que l'on entend parfois la nuit, à cause des lignes électriques», avait expliqué John Atkin, l'auteur de l'expérience, dans les colonnes d'un quotidien local, le 26 décembre 1900. Mais M. Atkin avait persévéré, jusqu'à ce qu'il entende distinctement une voix au bout du fil qui disait «Je ne vous reçois pas». C'est avec ces mots qu'a débuté l'ère de la communication internationale.

C'est en connectant ses réseaux aux lignes sous-marines utilisées par le télégraphe, entre Key West et La Havane, soit sur une distance de 204 kilomètres, à deux kilomètres de profondeur, que la Compagnie Bell du Sud était parvenue à établir le contact. Ce n'est qu'en 1930 que de nouveaux câbles ont été installés, à la place des réseaux télégraphiques, devenus insuffisants.

## LES ACTUALITÉS

Drame de Noël en Chine

## L'incendie d'une discothèque fait 309 victimes

AGENCE FRANCE-PRESSE

Pékin — Au moins 309 personnes ont péri lundi soir, en grande majorité des jeunes qui célébraient Noël dans une discothèque, au cours de l'un des plus graves incendies survenus en Chine ces dix dernières années.

Selon la presse et des responsables locaux, la plupart des victimes se trouvaient dans une discothèque située au quatrième étage d'un complexe commercial en rénovation à Luoyang (centre de la Chine). Une enquête a été ouverte sur les origines de l'incendie, qui, selon diverses sources, pourrait avoir été causé par la négligence des ouvriers travaillant dans le bâtiment.

«Une enquête préliminaire a

permis de déterminer que l'incendie avait été provoqué par les travaux de restauration», a déclaré à l'AFP un porte-parole des pompiers de Luoyang.

L'incendie, qui a également fait plusieurs dizaines de blessés, a pris naissance lundi soir au rez-de-chaussée du complexe Dongdu où des ouvriers préparaient l'ouverture d'un supermarché, tandis que plusieurs centaines de jeunes fêtaient Noël dans la discothèque.

«La plupart des victimes étaient des jeunes venus là pour célébrer Noël», a déclaré une responsable de l'hôtel Zhenbutong, situé à proximité du lieu du drame.

Elle a ajouté que le bâtiment était autrefois occupé par un ma-

gasin d'État, mais que la direction venait de changer et qu'un supermarché financé par des capitaux taiwanais devait ouvrir ses portes jeudi prochain.

## Panique

Selon plusieurs témoignages, les clients de la discothèque ont paniqué en se rendant compte qu'ils ne pouvaient plus descendre, certains se jetant par les fenêtres pour échapper au brasier, tandis que la plupart sont restés sur place, attendant vainement des secours.

Une rescapée blessée, citée par l'agence semi-officielle Nouvelles de Chine, a estimé que seulement cinq à six personnes avaient sauté, tandis qu'un journaliste local, cité par l'édition

électronique du quotidien Yangzi soir, a rapporté avoir vu plusieurs personnes encore agrippées aux fenêtres près de deux heures après le début de l'incendie. Les pompiers ont pour leur part mis plus de trois heures à circonscrire le feu, renonçant notamment, selon le journaliste, à pénétrer à l'intérieur de la discothèque en raison de la chaleur. Des médecins contactés à l'hôpital numéro quatre de Luoyang ont indiqué à l'AFP que la plupart des décès étaient dus à l'inhalation de fumée.

## Autres incendies

Ces dix dernières années, les incendies se sont multipliés, parallèlement à la course à l'argent et au développement de la cor-

ruption à tous les échelons de l'administration chinoise. Les autorités font notamment preuve d'un certain laxisme face aux restaurants, clubs de nuit et bars à karaoké qui ont poussé comme des champignons, souvent grâce à la complicité de cadres locaux, voire de policiers directement impliqués dans la gestion de ces établissements.

En décembre 1994, 324 personnes, surtout des enfants, avaient trouvé la mort dans l'incendie d'un cinéma à Karamay, dans la région du Xinjiang (nord-ouest de la Chine). Un mois plus tôt, 233 autres avaient péri dans une discothèque à Fuxin, dans la province du Lianoning (nord-est), dont l'issue de secours avait été condamnée.

Selon des statistiques officielles, 971 personnes ont péri dans plus de 36 000 incendies en Chine au cours des neuf premiers mois de cette année.

L'incendie le plus meurtrier jusqu'à présent s'était produit en mars dernier: 74 personnes perdaient la vie la mort dans un incendie qui avait ravagé en pleine nuit une salle de cinéma à Jiaozhou, également dans le Henan, où les spectateurs regardaient des vidéos pornographiques.

Le responsable de la salle avait été condamné à la détention à perpétuité et quinze autres responsables à diverses peines de prison pour avoir transformé les locaux sans autorisation et n'avoir pas respecté les règlements de sécurité.

Face à un dollar bousculé

## L'euro regagne un peu de terrain

AGENCE FRANCE PRESSE

Paris — L'euro s'est vu pousser des ailes en cette fin d'année 2000, grâce au ralentissement de l'économie américaine qui lui a permis de bousculer le dollar, maître des marchés depuis deux ans.

La monnaie européenne a franchi hier sur les marchés asiatiques la barre psychologique de 0,93 \$US, s'échangeant à 0,9301 USD. En une semaine, l'euro a brûlé les étapes, passant de 0,89 à 0,93 USD. Certes, la montée en puissance de l'euro hier s'est faite dans de faibles volumes, en raison de la fermeture du principal marché de changes, celui de Londres, pour les fêtes de fin d'année; mais selon les courtiers, l'euro devrait poursuivre à moyen terme sa progression face au dollar, vu les perspectives moroses de l'économie américaine.

Selon des analystes, si la monnaie unique dépasse le seuil de 0,95 \$US, les chances de son ascension vers la parité avec le dollar se trouveront renforcées. Toutefois, soulignent les économistes de Natexis Banques populaires, l'euro aura encore à franchir un seuil de résistance important, à 0,96 \$US.

Depuis sa naissance en janvier 1999 jusqu'à octobre dernier, la monnaie européenne avait connu une descente aux enfers, perdant 30 % de sa valeur face au dollar, dopé par la santé étonnante de l'économie américaine.

L'euro a désormais regagné quelque 13 % par rapport à son plus bas niveau historique, à 0,8230 USD, atteint le 26 octobre.

Le billet vert est finalement mis à mal par les inquiétudes sur l'évolution de la conjoncture américaine: la perspective d'un ralentissement brutal de la première économie mondiale n'est plus exclue. La révision à la baisse jeudi de la croissance américaine au 3<sup>e</sup> trimestre, à 2,2 % en rythme annuel, contre une estimation initiale de 2,4 %, a attisé ces craintes.

Les propos du président élu George W. Bush sur l'existence «de signes d'avertissement à l'horizon» américain, démentis aussitôt par la Maison-Blanche, ont ajouté la cacophonie aux incertitudes.

L'euro profite aussi de la fragile santé de l'économie japonaise, dont la reprise, au dire du gouverneur de la Banque centrale du Japon, Masaru Hayami, pourrait être menacée par un ralentissement marqué de l'économie américaine. Les capitaux fuyant l'archipel pourraient préférer l'euro au dollar.

L'Europe, en effet, affiche une bonne santé économique. Le ministre allemand des Finances, Hans Eichel, affirmait hier au quotidien français *Le Figaro* que «le taux de croissance en Europe sera supérieur l'an prochain à celui des États-Unis, ce qui sera une mutation mondiale fondamentale et donc une base importante de changement de la parité euro-dollar».

La Banque centrale européenne (BCE) prévoit aussi une croissance solide et durable dans la zone euro: autour de 3,4 % en 2000, et de 3 % au cours des deux années suivantes (dans une fourchette de 2,6 % à 3,6 % en 2001 et de 2,5 à 3,5 % en 2002).

## Votre santé joue les trouble-fêtes?

Pour savoir où consulter un médecin sans prendre de rendez-vous, communiquez avec le service Info-Santé CLSC de votre quartier. Vous connaîtrez ainsi les heures d'ouverture des cliniques et CLSC durant la période des Fêtes.



Repérez le service Info-Santé de votre CLSC

Ahuntsic	381-4221
Bordeaux-Cartierville	331-2572
Clinique Communautaire de Pointe Saint-Charles	937-9251
Côte-des-Neiges	731-8531
de Rosemont	524-3541

Info-Santé CLSC vous conseille et vous guide 7 jours sur 7, 24 heures sur 24

des Faubourgs	527-2361
du Plateau Mont-Royal	521-7663
du Vieux La Chine	639-0650
Hochelaga-Maisonneuve	253-2181
La Petite Patrie	273-4508

Lac-Saint-Louis	697-4110
LaSalle	364-2572
Mercier-Est/Anjou	356-2572
Métro	934-0354
Montréal-Nord	327-0400

NDG/Montréal-Ouest	485-1670
Olivier-Guimond	255-2365
Parc Extension	273-9591
Pierrefonds	626-2572
Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est	642-4050

René-Cassin	488-9163
Rivière-des-Prairies	494-4924
Saint-Laurent	748-6381
Saint-Léonard	328-3460
Saint-Michel	374-8223

St-Henri	933-7541
St-Louis du Parc	286-9657
Verdun/Côte St-Paul	766-0546
Villeray	376-4141

www.trssso6.gouv.qc.ca

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL-CENTRE

**Au temps où les arbres marchaient**

**Simone BUSSIÈRES**

**Au temps où les arbres marchaient**

Collection jeunesse.

40 pages - 4,95 \$

Les Éditions GUERIN En vente dans toutes les librairies (514) 842-2481

**loto-québec résultats**

**649** Tirage du 2000-12-23

GAGNANTS	LOTS
6/6	1 2 037 998,30 \$
5/6+	3 203 799,80 \$
5/6	241 2 029,50 \$
4/6	14 908 62,90 \$
3/6	274 467 10,00 \$

Ventes totales: 15 157 037 \$  
Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 \$

Numéro complémentaire: 25

**Quebec 49** Tirage du 2000-12-23

GAGNANTS	LOTS
6/6	0 1 000 000,00 \$
5/6+	1 50 000,00 \$
5/6	15 500,00 \$
4/6	1 047 50,00 \$
3/6	20 758 5,00 \$

Ventes totales: 635 728,00 \$

Numéro complémentaire: 41

**Promotion Double Jeu\***

**649 + 49** Tirage du 2000-12-23

GAGNANTS	LOT
47	212,77 \$

\*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

**Extra** Tirage du 2000-12-23

NUMÉROS	LOTS
829238	100 000 \$

**Extra** Tirage du 2000-12-22

NUMÉROS	LOTS
972502	100 000 \$

**Le jeu doit rester un jeu.**  
TVA, le réseau des tirages

## É D I T O R I A L

## Le professeur innovateur

Un nombre croissant de chercheurs universitaires mettent sur pied leur propre entreprise, tout en continuant de travailler, temporairement du moins, pour leur institution. Cette pratique s'inscrit dans un ensemble de changements tout à fait majeurs pour l'université, son rôle, sa place dans la société. Elle contient également les germes de conflits d'intérêts qui méritent la plus grande attention, dès maintenant.

La recherche universitaire a pris un essor considérable au cours des dernières années. Au cours des vingt dernières années, les fonds consacrés à la recherche dans les universités sont passés de 141 à 605 millions. Cette réalité a profondément modifié l'organisation du travail à l'intérieur d'un grand nombre de facultés, d'autant plus que les conditions d'attribution des fonds de recherche ont également changé. Le rôle du secteur privé dans la recherche universitaire s'est considérablement accru, avec la bénédiction, il faut le dire, des organismes subventionnaires fédéraux et provinciaux qui sont de plus en plus nombreux à exiger des universités qu'elles s'associent à un partenaire privé. Son apport, rendu indispensable, ne doit cependant pas nous faire oublier que l'entreprise a ses propres intérêts, qui ne sont pas ceux des universités. Il est impossible d'ignorer les enjeux d'ordre éthique qui se posent, dans ce contexte, avec une grande acuité, mais auxquels personne n'a encore apporté de réponse satisfaisante. Car, plus souvent qu'autrement, les règles existantes ne servent qu'à donner bonne conscience à tous.

Au Québec par ailleurs, le gouvernement est allé plus loin, en pressant les universités de commercialiser les résultats de leurs recherches beaucoup plus systématiquement qu'elles ne le font à l'heure actuelle. Comprenez que la force de son économie repose plus que jamais sur le savoir, le gouvernement exige la commercialisation rapide des résultats de recherches. C'est ce qu'on appelle, en langage politique, contribuer au mieux-être de la société.

Dans ce contexte, le réseau universitaire est à mettre sur pied quatre sociétés de commercialisation que Valorisation-Recherche Québec, un organisme géré par le gouvernement, financera à hauteur de 50 % pendant cinq ans. Le message est clair: il faut maximiser les investissements. Déjà, depuis quelques années, les professeurs qui font des découvertes prometteuses ont commencé de mettre sur pied leur propre entreprise. Ils portent ainsi deux chapeaux, celui du professeur qui continue de travailler à l'université et celui de la personne d'affaire qui souhaite le succès de son entreprise. Les universités sont dans l'ensemble satisfaites de tels arrangements qui assurent certains débouchés à leur diplômés et certaines redevances sur les brevets. Mais cette situation ne peut être que temporaire: le potentiel de conflit d'intérêt est réel. La question de la propriété intellectuelle se pose donc avec urgence, surtout qu'à l'heure actuelle, chaque université avance à tâtons en ce domaine, avec ses propres règles.

Il est urgent d'établir des balises qui, sans entraver le travail des uns et des autres, clarifiera la question de la propriété intellectuelle. Le ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Jean Rochon, doit inclure cette question dans la politique scientifique qu'il rendra publique au début de la nouvelle année. Certaines universités s'accommodent bien du flou, d'autres pas. Nous croyons qu'il faut uniformiser la question de la propriété intellectuelle, pour que l'université y trouve son compte et puisse ainsi réinvestir les sommes gagnées en redevances dans la recherche fondamentale, quelque peu malmenée, notamment en sciences humaines.

On n'a pas fini de mesurer l'impact du virage que prend l'université québécoise, influencée par un modèle américain bien implanté, que rien ne semble pouvoir arrêter. Le Québec est un leader dans le domaine des technologies et de la biotechnologie et il faut prendre les moyens nécessaires pour garder ici les chercheurs tentés par des ventes de brevet à l'étranger. Mais en même temps, il est tout à fait primordial que l'université conserve sa fonction critique et qu'elle continue d'effectuer de la recherche à long terme. En d'autres termes, qu'elle sache résister aux pressions qui viennent non seulement du secteur privé mais de plus en plus des gouvernements eux-mêmes.

pdesrivieres@ledevoir.ca

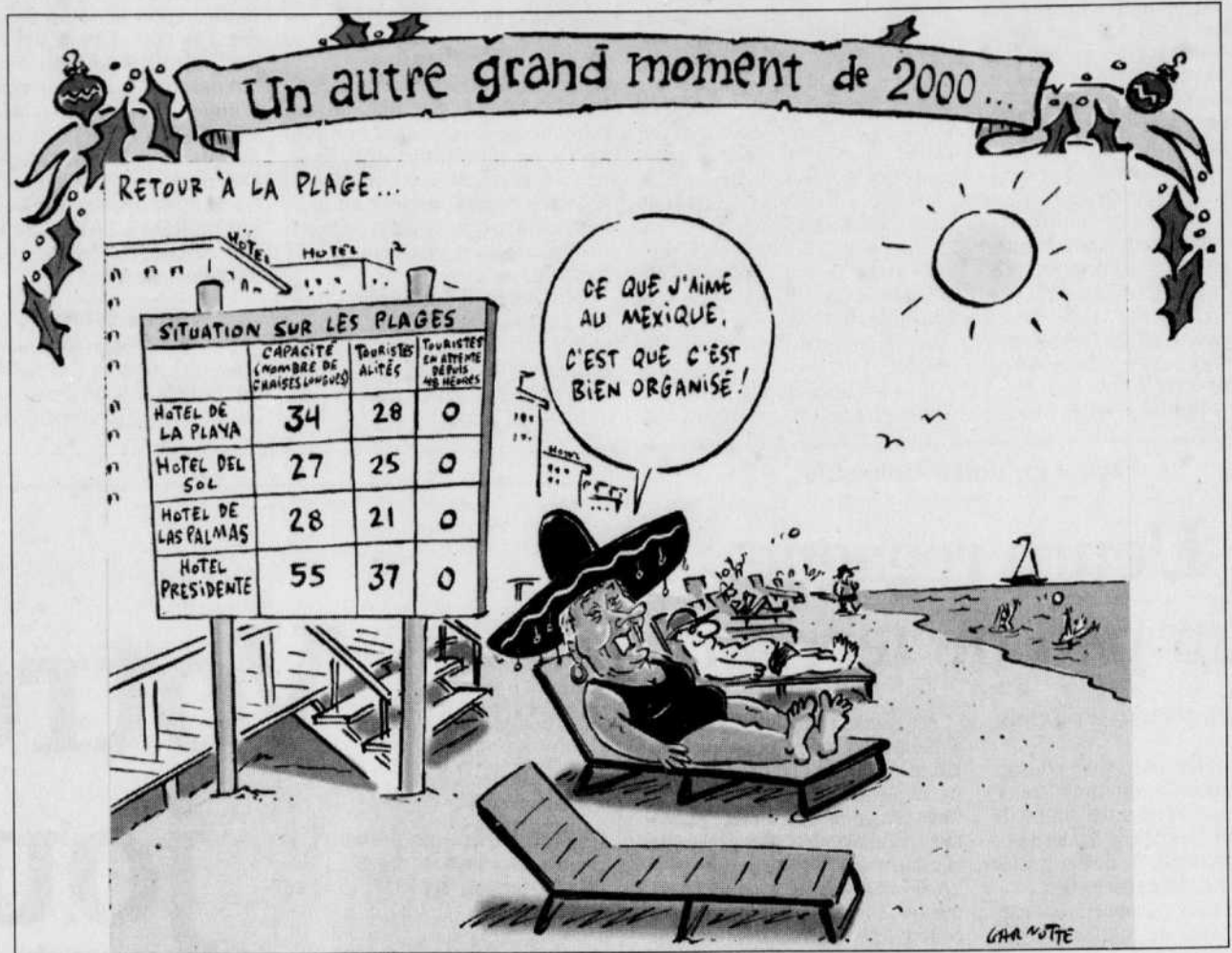


Paule des Rivières

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD  
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## LETTRES

## Boycott du sirop d'érable canadien

Imaginez le scandale politique si les 40 pays les moins développés de la planète devenaient tout aussi développés que le G8 et qu'ils décidaient d'un commun accord de nous empêcher d'exporter notre sirop d'érable chez eux. Le sirop d'érable, c'est la sève d'un peuple diraient certains; outre l'atteinte à notre orgueil, on s'empresserait d'alerter l'opinion mondiale sur cette injustice criante et sur son impact économique.

Les pays en voie de développement font pourtant l'objet de cette discrimination. Les frontières du Canada restent fermées pour les produits des pays les plus pauvres. Ils perdent l'équivalent de 700 milliards de dollars américains chaque année, ce qui représente 14 fois le montant de l'aide internationale. En les laissant vivre de leurs exportations, ils pourraient financer eux-mêmes, dans une large part, les services sociaux de base de leur pays, incluant les soins de santé et d'éducation.

Le Canada dit protéger ainsi l'industrie canadienne, mais les montants liés à ces nouvelles importations ne représenteraient que moins de 1 % des importations canadiennes. Il n'y a donc pas lieu de s'en faire. Le Canada fait piètre figure avec ses mesures protectionnistes contre le tiers-monde et ses transactions avec les pays riches, contribuant surtout au capital politique de certains.

En ouvrant ses frontières, le consommateur canadien y gagnerait par la diversité des nouveaux produits disponibles et surtout en contribuant à une meilleure répartition des ressources entre le Nord et le Sud.

Richard Charette  
Hull, 14 décembre 2000

## L'adieu à la Oldsmobile

Après plusieurs décennies la compagnie General Motors a finalement décidé de mettre fin à la production de son modèle Oldsmobile d'ici quelques années. De prime abord on pourrait croire qu'il s'agit d'une dé-

cision de peu de signification mais en fait, ce simple développement est fort révélateur de l'évolution de notre société au cours des dernières décennies. Faisons à cet effet un bref retour en arrière.

Dans les années 1930, la General Motors commençait déjà à donner des signes de l'empire qu'elle allait devenir. Or ce fut aussi l'époque d'un certain Alfred Sloan, lequel présida d'ailleurs pendant un bon moment aux destinées de cette même compagnie. Plus que tout autre Sloan marqua un tournant en ce qui a trait aux techniques marketing d'alors. Ainsi il fut l'un des premiers à tenter de vendre un modèle de voiture précis en ciblant une clientèle correspondante. Avec pour résultat que si la Cadillac devait s'adresser aux riches, la Chevrolet à l'homme de la rue, la Pontiac à celui qui est « pauvre mais fier », et la Buick à celui qui s'efforce de réussir, la Oldsmobile elle, s'adressait au départ à celui qui aime le « confort discret ».

Or la disparition future de cette même division de GM suit de façon étonnante la courbe décroissante de la culture du Old Money. Et le Old Money c'est aussi en partie la vieille culture WASP (White Anglo-Saxon Protestant) laquelle si elle a certes toujours ses symboles version réactualisée à la Ralph Lauren, considère encore de mauvais goût d'afficher sa richesse de façon un peu trop ostentatoire. Et c'est là que le bât blesse. Car aujourd'hui cette culture comme le groupe social qui l'incarner est en perte de vitesse un peu partout. De nos jours Silicon Valley aidant, la culture du New Money triomphe. Vous avez de l'argent? Montrez-le! Vous avez du fric? Oubliez le confort discret de votre voiture et allez-y pour une attitude davantage « m'a-tu vu ».

Certes, il peut toujours être assez mal vu d'être trop ostentatoire, particulièrement dans certaines circonstances. Mais ce que la Oldsmobile n'aura pas su incarner, c'est qu'entre le confort discret d'antan et la vulgarité de la grosse bagnole rutilante version 1970, nous sommes lentement mais sûrement passés à l'ère de l'affirmation tranquille. Plus que jamais aujourd'hui, «Money Talks». Une Cadillac des années 50 le crait,

une Acura le murmure, une BMW le chuchote. Quant à la Oldsmobile, elle aura donc tout simplement été trop longtemps muette, à un bien mauvais moment...

Yvan Petitlerc  
Montréal, 20 décembre 2000

## Vive le fromage libre

Le ministre de l'Agriculture, M. Trudel, a levé la saisie des fromages du producteur Luc Mailloux. Les médias en ont parlé et la conscience a travaillé. Bieeen! Mais à court ou moyen terme, y aura-t-il une révision de la période de maturation de 60 jours actuellement exigée? Nous importons depuis plusieurs années des fromages au lait cru ayant une maturation parfois de 30 jours, voire de 10-15 jours tandis que ceux produits ici sont malheureusement pénalisés par une loi non valable.

Si les gouvernements démontraient autant de rigueur envers les Monsanto et compagnie que ce qu'ils démontrent en s'acharnant sur des petits producteurs, qui soit dit en passant, contribuent au développement des régions et au développement des produits du terroir, nous aurions sûrement moins de difficulté à obtenir une réglementation en matière d'étiquetage des aliments contenant des organismes génétiquement modifiés.

Les priorités sont établies en fonction de quels critères exactement? Qu'advient-il entre autres du bœuf canadien ou autres produits d'élevages nourris à la farine carnée, gonflés aux hormones et traités aux antibiotiques? Est-ce que le ministère s'inquiète réellement de la santé des gens? On pourrait également parler des méga porcheries qui fournissent le Japon et les États-Unis au détriment de la qualité de vie en régions. Sans parler des torts causés à l'environnement. Que doit-on penser des réglementations établies par les ministères en matière d'agriculture, d'alimentation et d'environnement? Qu'il n'y a définitivement pas de vision à long terme et encore moins de projet de société. Voilà ce que l'on peut penser.

J. Robitaille  
Montréal, 21 décembre 2000

## LIBRE OPINION

## Réflexions suscitées par l'affaire Michaud

NORMAND BREAULT

60 ans,  
souverainiste,  
membre d'aucun parti politique

Au palmarès des atrocités du XX<sup>e</sup> siècle, la première place n'a pas, me semble-t-il, à prendre ombage de ce que le monde se souvient aussi des nombreuses autres tragédies qui ont accablé d'autres groupes humains.

Je suis allé prier à Auschwitz, j'ai pleuré dans les chambres de torture et devant les ossuaires de Phnom Penh et j'ai foulé le sol d'Israël et des territoires palestiniens occupés — toujours occupés en dépit des condamnations explicites de l'ONU.

J'estime que tous les crimes collectifs, perpétrés avant comme après 39-45, sont à condamner. Leur souvenir doit amener la conscience mondiale à ne pas endurer que de telles situations se répètent. Le souvenir entretenu n'a de sens que s'il permet aux gens d'aujourd'hui d'éviter de poser à nouveau des gestes condamnables aujourd'hui comme hier. La tragédie rwandaise ne constitue-t-elle pas, en ce sens, un éloquent exemple de notre capacité de mal nous souvenir?

L'Occident et son incommensurable culpabilité ont conduit à la fondation de l'État d'Israël. La culture de cette culpabilité a, depuis, amené ce même Occident à des silences coupables devant ce qui se passe au Moyen-Orient. Une victime devenue bourreau ne peut pas invoquer son passé de victime pour justifier son comportement de bourreau d'aujourd'hui. C'est ainsi que je ne peux être d'accord ni avec la politique de cet État qui maintient le peuple palestinien dans des conditions inacceptables ni avec le recours à l'artillerie lourde d'une des armées les plus puissantes du monde contre de jeunes lanceurs de pierre. Les représentants de la puissante communauté juive canadienne ont pourtant forcé le premier ministre à revoir son agenda électoral pour aller calmer l'indignation ressentie récemment quand le Canada a appuyé à l'ONU une

réprimande à l'endroit d'Israël pour usage excessif de la force.

Et ce gruyère, qu'Israël remet parcimonieusement aux Palestiniens, ressemble beaucoup trop aux sinistres bantoustans de l'apartheid sud-africain qu'à la trop tardive cession du territoire dont ce peuple a été dépossédé il y a maintenant plus de cinquante ans. Je ne m'attarde pas à ce rôle d'arbitre négociateur que jouent les USA, en dépit de leur parti pris avoué en faveur d'Israël.

Au Québec, je ne vois jamais d'autres membres de la communauté juive venir « nuancer », et encore moins, contredire leurs porte-parole. Dois-je conclure que ces derniers parlent vraiment, et toujours, au nom de toute la communauté? Représentent-ils vraiment, et bien, cette dernière? Comment, par exemple, réagissent les quelque 30 000 sépharades francophones quand le B'nai Brith fait ses déclarations intransigeantes contre le mouvement souverainiste, la loi 101...? Quand, s'il y en a, des dissidents feront-ils connaître leurs opinions, ce qui permettrait aux autres Québécois de se rendre compte que la communauté juive n'est pas aussi monolithique qu'elle paraît.

Quant à ce fameux vote ethnique, expression malheureuse et inadéquate d'une amère défaite, je me contenterai de dire ceci: le Québec deviendra souverain lorsque les plus de 80 % qui forment la majorité de ce peuple (pas aussi tricotée serrée que le mythe veut bien toujours la présenter) surmonteront leurs peurs et leurs complexes et décideront qu'ils peuvent et veulent prendre leur destinée en main. La minorité anglo-québécoise, elle, ne renoncera pas d'elle-même à son appartenance à la majorité anglophone canadienne. Et comment penser que de nouveaux concitoyens, venus améliorer leurs conditions de vie au Canada, adopteraient d'emblée un Québec qui n'est pas encore sûr de ce qu'il veut?

Voilà les réflexions que l'affaire Michaud m'a poussé à exprimer. Devant

des propos qu'on peut difficilement identifier (voir la chronique de Lysiane Gagnon dans *La Presse* et l'article de Robert Dutrisac du *Devoir*), l'Assemblée nationale a hyperréagi, trahissant ce fonds de culpabilité entretenue qui l'a encore une fois emporté sur une appréciation raisonnée d'un événement dépourvu du caractère grave et urgent qu'on lui a prêté. Des tragédies terribles devenues taboues contribuent à faire bafouer les fondements de notre société — entre autres, la faculté toute démocratique pour un individu d'exprimer son opinion et celle, tout aussi démocratique, de son semblable d'exprimer son désaccord. De tels tabous ne facilitent pas l'harmonie tant souhaitée par l'ensemble des citoyens de ce pays du Québec et de ceux du monde entier.

Des tragédies terribles devenues taboues contribuent à faire bafouer les fondements de notre société

Bien avant que n'éclate cette triste histoire, je me proposais de faire savoir à M. Michaud que je n'étais pas d'accord avec sa candidature à l'investiture du PQ dans Montréal-Centre. Dans la mesure où d'autres candidats partageaient sensiblement les mêmes idées réputées plus radicales, il devait — et je le pense toujours — laisser la place à un élément susceptible de rajeunir la députation péquiste. C'est son droit démocratique de poursuivre sur sa lancée; c'est mon droit démocratique de lui faire savoir que je le préfère en Robin des banques.

Mes dires ne produiront pas de nouvelle explosion, puisque je ne suis qu'un citoyen ordinaire. Je ne représente, en effet, aucun intérêt stratégique particulier pour le Parti libéral, tellement heureux d'embêter le gouvernement, à défaut de pouvoir proposer au peuple d'ici une vision articulée d'un Québec respecté dans le Canada. Je ne suis pas non plus une personne que l'établissement du Parti québécois ne veut pas voir dans sa députation. Quant à l'Assemblée nationale, elle a, me semble-t-il, d'autre chose de plus sérieuse à faire que de répéter une telle condamnation, aussi malheureuse qu'unanime.

## IDÉES

## L'erreur des sionistes

De nombreux rabbins considéraient la doctrine politique de Theodore Hertzl comme une «insulte pour la judaïsme»

MICHELLE PARENT

Auteure de Palestine ma déchirure, publié chez Stanké. Depuis 15 ans, elle séjourne régulièrement dans les Territoires palestiniens, en Israël et dans la région.

**N**ous avons vu et voyons encore des scènes atroces à la télévision. Des enfants, des adolescents sont tués par balles, des soldats israéliens sont lynchés, des édifices sont bombardés. Des mosquées, des synagogues ont été attaquées. Partout dans le monde, on a vu au cours des derniers mois des démonstrations pro-israéliennes et pro-palestiniennes.

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Pourquoi tant de violence ? Pour répondre à ces questions, il nous faut remonter au XIX<sup>e</sup> siècle au moment de la naissance du sionisme.

Des spécialistes croient qu'il ne serait pas faux d'affirmer que les perceptions racistes et colonialistes des sionistes, ces juifs venus de l'extérieur s'installer en Palestine, ont contribué et contribuent encore au climat d'exaspération que les Palestiniens et les Arabes ressentent vivement.

Ces spécialistes maintiennent que si les sionistes, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, avaient considéré les points de vue des autres juifs vivant en Palestine et ailleurs, peut-être n'en serions-nous pas là aujourd'hui. Ces juifs, majoritaires à l'époque, avaient rejeté vivement le sionisme. Ils voyaient en cette doctrine une idéologie diamétralement opposée aux idéaux anti-racistes et anti-colonialistes du judaïsme.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les juifs participaient aux transformations économiques et sociales qui marquaient ce siècle. Ils étaient à l'origine du nationalisme de l'époque. C'est dans ce contexte que se situe la naissance du mouvement sioniste qui jettera les fondements de l'État d'Israël.

Tout a commencé quand Hertzl et d'autres sionistes, voulaient désespérément avoir un pays pour les juifs. Aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles les juifs souffraient d'antisémitisme — cet antisémitisme était plus économique que religieux.

**Hertzl s'était juré que seul un État pourrait faire disparaître l'antisémitisme**

Pour certains sionistes l'antisémitisme prenait sa racine dans l'absence d'une patrie. Le sioniste Léo Pinsker, croyait qu'en ayant un État cet antisémitisme disparaîtrait. Theodore Hertzl, le fondateur du Mouvement sioniste mondial, partageait cette pensée. Pendant qu'il était journaliste il avait couvert le procès Dreyfus en France. Dreyfus, ce jeune officier juif, avait été accusé d'espionnage en 1894 et condamné à mort par le gouvernement français. Il fut gracié et réhabilité à la suite d'une longue enquête.

Hertzl avait été profondément meurtri par cette injustice subie par l'un des siens. Et s'était juré que seul un État pourrait faire disparaître l'antisémitisme. Il croyait aussi que les bienfaits techniques et sociaux qu'apportaient les juifs aux arabes suffiraient pour qu'ils accueillent bien les juifs en Palestine.

Cette vision n'était pas partagée par Ahaad Haam, le père du sionisme spirituel. A la même époque (à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle), il avait averti les autres sionistes, qui pensaient que les populations arabes collaboreraient avec les juifs à la mise en valeur de l'État juif en Palestine, de bien traiter les arabes s'ils voulaient avoir leur collaboration. Autrement, avait-il dit, les arabes se révolteraient.

Dans *La Vérité sur le pays d'Israël* publié en 1891, six ans avant la fondation du Mouvement sioniste mondial, Haam avait écrit :

*«Il nous faut traiter la population locale avec amour et respect, conformément au droit et à la justice. Et que font nos frères au Pays d'Israël! Exactement le contraire. L'Arabe respecte les hommes qui font montre de valeur et de courage. Mais il le fait seulement quand il a le sentiment que la partie a la justice pour elle. Il en va tout autrement quand l'Arabe pense que l'attitude de son adversaire est injuste et illégale. Dans ce cas, il peut réprimer sa colère longtemps. Mais elle reste en lui et il finira par se montrer vindicatif et avide de châtier ses adversaires.»*

#### Pour comprendre le sionisme

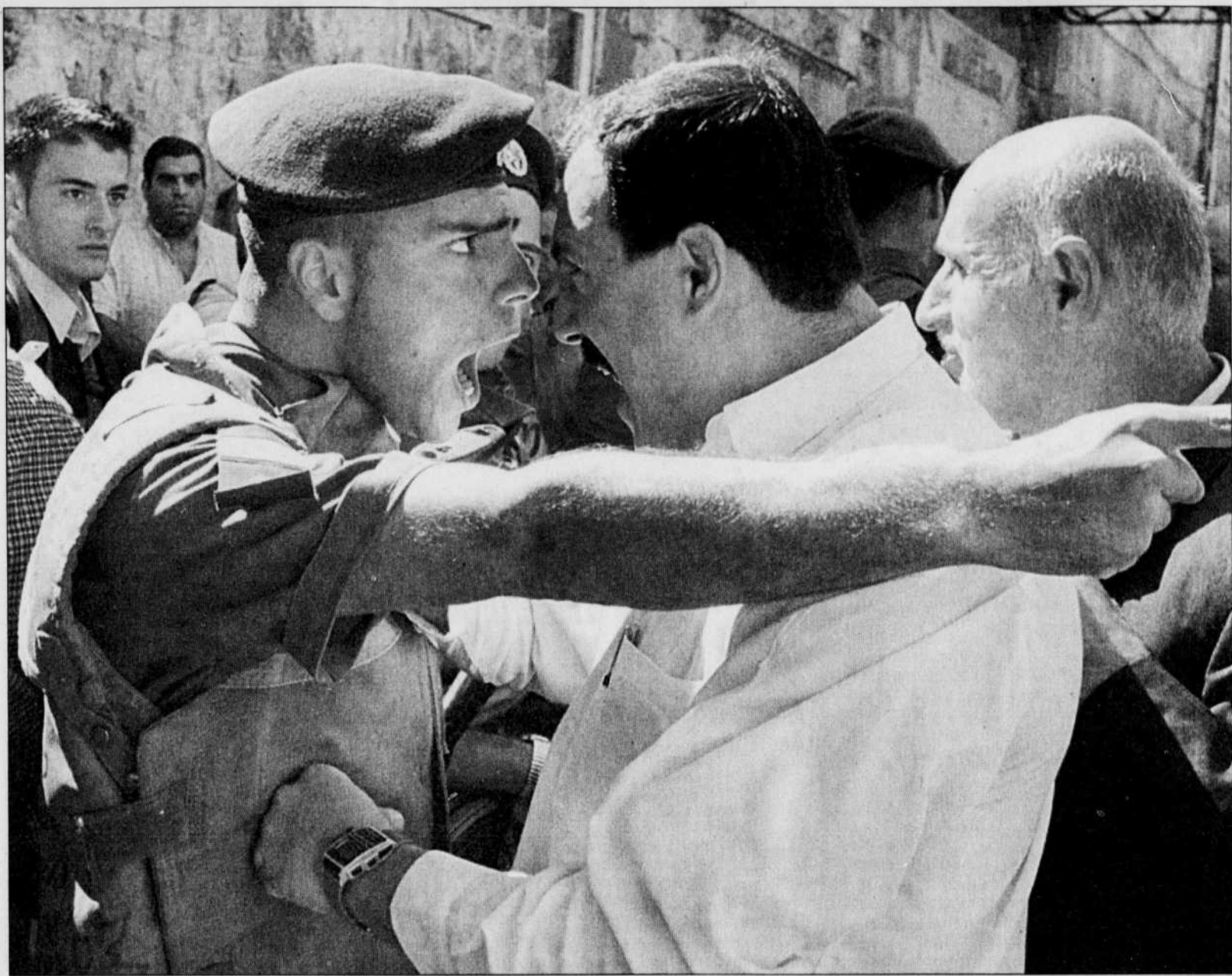
En dépit de ces avertissements, Théodore Hertzl poursuivit son ambition. En 1896 parut le livre *l'État juif*. Ce livre deviendra la doctrine du sionisme politique. Hertzl, juif autrichien, préconise une colonisation soit de l'Argentine, soit de la Palestine où les juifs du monde entier viendraient s'installer.

Dans les années qui suivirent, Hertzl parviendra à intéresser à son projet sioniste les Allemands, les Russes, les Français, les Anglais puis les Américains.

Pour comprendre le sionisme, nous devons considérer l'aspect religieux ou plutôt l'utilisation abusive des Écritures Saintes par les sionistes.

Originaires de la Palestine (unité administrative de la Grande-Syrie, laquelle était une province de l'Empire Ottoman), les juifs ont vécu au cours des siècles en tant que minorités religieuses au sein des différents pays du monde.

Ils ont pu y pratiquer librement leur culte, leur religion. Mais quelques anagogistes hébreux sont allés jusqu'à prétendre que les promesses contenues dans les livres sacrés donnaient le droit au «peuple» juif de recouvrer sa souveraineté sur la Palestine considérée comme sa «terre promise».

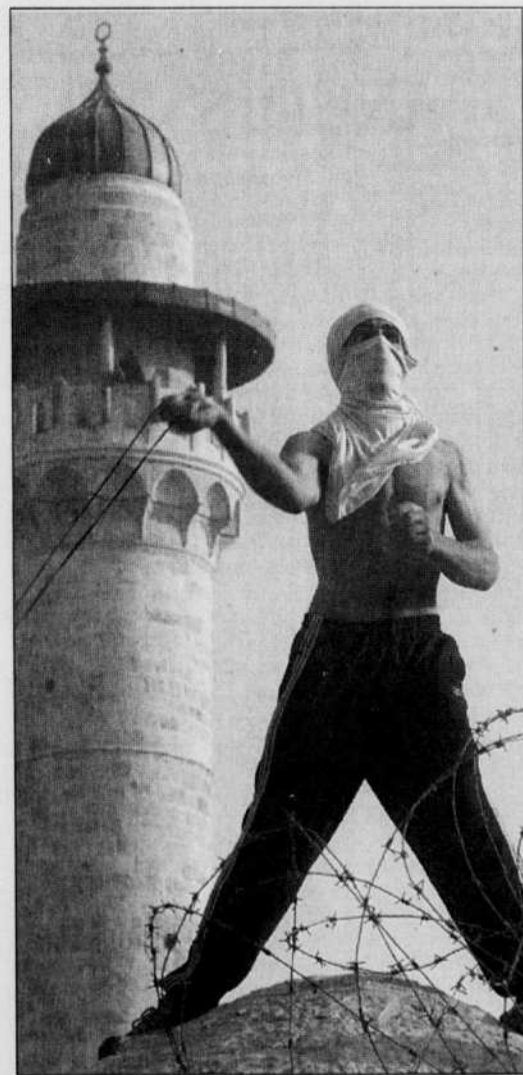


Soldat israélien et manifestant palestinien: «Les Palestiniens veulent être respectés.»

ARCHIVES LE DEVOIR

Le mouvement sioniste politique, après son premier congrès tenu à Bâle en 1897, s'est efforcé de consolider le facteur religieux pour établir un lien entre les juifs et la Palestine.

Ce mouvement s'est évertué à combiner les concepts religieux juifs avec les visées politiques sionistes sur la Palestine. Mais, dans ces conditions, ne faut-il pas aussi prendre en considération le sentiment religieux qui établit un lien entre musulmans d'une part et chrétiens d'autre part avec la Palestine?



ARCHIVES LE DEVOIR

La révolte des Palestiniens a fait ces trois derniers mois plus de 300 morts.

Les sionistes ont livré une fausse exégèse des textes sacrés. Et de nombreux théologiens juifs et chrétiens n'ont pas manqué de dénoncer dès la naissance du sionisme politique l'utilisation abusive des Écritures Saintes par les sionistes.

L'apparition du sionisme n'était pas aussi bien perçue par de nombreux rabbins. Ils considé-

raient cette doctrine politique comme «une insulte pour le judaïsme». Et au début du XX<sup>e</sup> siècle, les juifs anti-sionistes étaient encore majoritaires et voyaient dans le projet colonial des sionistes une hérésie qu'ils qualifiaient d'aventure dangereuse. Le directeur de l'Alliance Israélite écrivait :

*«Chez nous, on n'a pas changé d'opinion sur les dangers du sionisme. On reste convaincu que ce mouvement aboutira à un insuccès final, et peut-être même à une catastrophe.»* Ces paroles ont été citées par la *Revue d'Études Théologiques et Religieuses*, de Montpellier.

La réaction au projet sioniste fut violente surtout chez les rabbins profondément attachés au judaïsme. Le grand rabbin Yaakon Kappel Rottblum dénonça vigoureusement le sionisme politique qu'il qualifia de «danger mortel pour le judaïsme». Il écrivait dans une de ses lettres rapportée dans *Judaïsme contre sionisme* (Édition Cujas, Paris, 1969), que :

*«Le danger du sionisme c'est qu'il fait accomplir au peuple juif des péchés, des choses mauvaises en lui faisant croire qu'ainsi il accomplit la loi divine. C'est en cela que consistait le péché des habitants de Sodome: ils n'avaient pas conscience de faire le mal; ils pensaient au contraire qu'ils s'acquittaient de leur devoir de citoyens, qu'ils accomplissaient la loi de leur pays. Tels sont les sionistes.»*

#### «Par l'argent et les armes»

De son côté, le grand rabbin français Emmanuel Levyne, dans son livre *Judaïsme contre sionisme* (Edit. Cujas), écrivait en 1969 que :

*«Reconquérir la terre d'Israël par l'argent et les armes, c'est manquer de foi: c'est-à-dire commettre le péché principal qui a été la cause de l'exil (Zohar 1, 2196). C'est le plus sûr moyen d'en repartir et d'en être chassé totalement et définitivement.»*

Poursuivant son argumentation, il ajoute : *«Le sionisme politique nie la foi essentielle d'Israël. C'est la plus dangereuse hérésie de toute l'histoire juive. Elle menace l'existence du judaïsme. Il faut donc la combattre avec la plus grande énergie.»*

Les rabbins n'ont pas été les seuls à dénoncer l'utilisation abusive de la Bible par les sionistes. Les chrétiens se sont aussi démarqués du sionisme sur ce terrain religieux...

En 1970, eut lieu la 1<sup>re</sup> Conférence mondiale des chrétiens pour la Palestine. Cette conférence qui regroupait 400 anglicans, catholiques, orthodoxes, protestants de 37 pays lança un appel aux chrétiens du monde entier.

*«Affirmant que l'Évangile nous révèle un messie dont le royaume n'est pas de ce monde, nous refusons la manipulation des textes bibliques à des fins de puissance politique. Étant contraire à l'esprit du christianisme, l'interprétation politique sioniste de ces textes nous paraît inacceptable pour les chrétiens, comme elle est inacceptable pour les juifs fi-*

*dèles à l'interprétation spirituelle de l'Ancien Testament. Elle conduit en fait à légitimer par l'Écriture Sainte les graves injustices qu'ont subies le peuple palestinien et les autres peuples arabes, devant lesquelles la conscience humaine ne peut que s'insurger. Ainsi, l'État sioniste s'oppose à la dignité et à la liberté de l'homme.»*

Le sionisme représente une aventure colonialiste regrettable qui n'est pas basée sur les droits humains les plus élémentaires. Il importe de retenir que même si les sionistes ont réalisé leur rêve, ils n'ont pu réussir à faire disparaître l'antisémitisme. Dans ce contexte on peut poser quelques questions aux dirigeants israéliens.

Auront-ils le courage de retirer leurs colonies implantées en Cisjordanie, à Gaza et sur les hauteurs du Golan? Auront-ils le courage aussi de libérer les prisonniers, d'accepter le retour des réfugiés et de donner des compensations aux familles qui ont perdu leurs maisons?

En 50 ans, Israël s'est développé graduellement, non seulement dans le domaine technologique, mais aussi dans le domaine de l'agriculture, de l'éducation et de la médecine. Mais ce pays acquis grâce à la détermination des sionistes saura-t-il créer un climat de paix autour de lui?

D'autre part, on sent qu'il y a une ouverture de pensée parmi des juifs. Certains ne sont pas d'accord sur les méthodes qu'emploient les dirigeants israéliens.

Il y a même des colons qui sont prêts à quitter leur colonie pour avoir la paix; ce sont des membres du mouvement «Peace Now».

L'histoire démontre que les Palestiniens n'ont pas reçu l'appui politique nécessaire pour réaliser leurs objectifs. Pendant le mandat anglais, les britanniques favorisaient l'entrée des juifs en Palestine. Et aujourd'hui, les États-Unis peuvent difficilement agir en honest broker car ils sont les alliés d'Israël. Certes, ils essaient, mais comment les Palestiniens et les Arabes peuvent-ils les prendre au sérieux? Les États-Unis ne continuent-ils pas à fournir des armes et des Apache pour tuer les Palestiniens? On ne peut donc pas s'étonner que Yasser Arafat cherche l'appui des Européens, des Chinois et des Russes.

Les Palestiniens veulent être respectés. Depuis longtemps, ils sont considérés par Israël comme des citoyens de deuxième classe. Malgré l'occupation, des hommes d'affaires, des économistes, des groupes de femmes travaillent chaque jour à la création de leur pays.

Israël doit comprendre que la force, si puissante que soit son armée, ne réussira pas à calmer l'ardeur des Palestiniens car il y en aura toujours parmi eux qui continueront la lutte jusqu'au moment où ils auront obtenu leur pays.

**«L'histoire démontre que les Palestiniens n'ont pas reçu l'appui politique nécessaire pour réaliser leurs objectifs.»**

**«Le sionisme politique nie la foi essentielle d'Israël.»**

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Judith Lachapelle (science), Louise Leduc, Benoit Munger (responsable du site Web), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médiat), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Hélène Baril, Claude Lévesque, François Normand, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétariat à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Marie-Claude Petit (comité); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durriseac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à l'information internationale : Jean

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

### BOXING

SUITE DE LA PAGE 1

tionnaire public de la Société de transport de la communauté urbaine de Montréal (STCUM), qui a, pour l'occasion, mobilisé une vingtaine de ses agents. Il y a deux ans, des groupes organisés avaient profité de la cohue du moment pour dévaliser plusieurs magasins avant de s'enfuir avec leur butin.

#### De véritables aubaines?

«Pour les disques de musique classique, ça vaut vraiment la peine», dit Dominique Mercier. Mais on remarque de plus en plus d'étiquettes rouges, couleur qui signifie que le rabais ne s'applique pas. Les réductions de 10 % ou 25 % sur les disques compacts et les vidéocassettes ne sont pas monnaie courante, mais «on offre ce genre de rabais deux ou trois fois par année. La dernière vente du genre remonte à l'Action de grâce», confirme Michel Moreau, directeur chez Archambault.

«Le solde d'après Noël représente sept fois plus en volume vendu qu'une journée normale», estime Thierry Lopes, directeur régional de la publicité chez Future Shop. Les 130 employés du magasin de la rue Sainte-Catherine en avaient visiblement plein les bras tout comme les clients qui en ressortaient avec téléviseurs, imprimantes et appareils DVD qui se vendaient parfois à 50 % du prix régulier.

Un sondage réalisé en novembre par Thompson Lightstone and Company et BBDO pour le compte de Visa chiffrait le montant dépensé par chaque Québécois en cadeaux de Noël à 525 \$. Les personnes interrogées par *Le Devoir* prévoient dépenser en moyenne 300 \$. Et ce, pour leur propre plaisir!

### Pression autochtone

Vancouver (PC) — Un nouveau regroupement d'ex-pensionnaires des écoles pour autochtones compte faire pression sur le gouvernement fédéral et les Églises afin d'obtenir la mise sur pied d'un tribunal chargé d'étudier les mauvais traitements infligés dans ces établissements. Alvin Tolley, qui a contribué à créer le regroupement, estime que le recours aux tribunaux est trop long, trop coûteux et trop douloureux. Et l'organisation se méfie de toute autre suggestion qui proviendrait d'Ottawa et des Églises. M. Tolley, un résident de Maniwaki, au Québec, qui a passé une partie de son enfance dans un internat pour autochtones, craint que le processus de médiation ne soit limité aux agressions physiques et sexuelles graves, sans tenir compte de la perte de culture infligée à plusieurs jeunes autochtones forcés de fréquenter ces écoles. L'Assemblée des premières nations réclame elle aussi la création d'un tribunal similaire à la Commission vérité et réconciliation, en Afrique du Sud, qui s'est penchée sur les horreurs commises sous le régime d'apartheid. Ce tribunal constituerait un endroit où les survivants des pensionnats pourraient raconter leur expérience, de façon à ce que cela soit enregistré et fasse partie de l'histoire, a expliqué Wally McKay, porte-parole de l'Assemblée pour le dossier des internats.

### Rectificatif

Dans un article intitulé «Chacun choisit son camp», écrit par Kathleen Lévesque et paru dans notre édition du 19 décembre, l'auteur faisait référence à Jack Jedwab comme étant l'ex-président du Congrès juif canadien. Nous désirons porter à votre attention que M. Jedwab n'a jamais occupé de telles fonctions au sein du Congrès juif canadien. De plus, celui-ci n'occupe actuellement aucune fonction officielle au sein de cette organisation. Il n'est pas non plus mandaté pour agir à titre de porte-parole de la communauté juive du Québec. M. Jedwab a dans le passé occupé le poste de directeur général du Congrès juif canadien pour la région du Québec. Il a démissionné de ce poste il y a près de trois ans maintenant.

## LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledavoir.com](http://www.ledavoir.com)

### Comment nous joindre?

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier [redaction@ledavoir.com](mailto:redaction@ledavoir.com)

#### L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

#### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les petites annonces

#### et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Par courriel [abonnements@ledavoir.com](mailto:abonnements@ledavoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

*Le Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

Les Palestiniens devraient pour leur part modérer leurs demandes sur le «droit de retour» des millions de réfugiés — et leurs descendants — qui ont fui ou ont été chassés de chez eux durant les guerres successives qui ont enflammé le Proche-Orient. Des réfugiés pourraient réintégrer les Territoires palestiniens, la Cisjordanie et la Bande de Gaza, mais seul un nombre limité d'entre eux pourrait revenir en Israël même, selon l'offre américaine.

«Clinton a dit aux deux camps que s'ils rejetaient ses propositions, elles partiraient avec lui lorsqu'il quittera la Maison-Blanche», a déclaré une source proche des négociations.

Israéliens et Palestiniens doivent dire d'ici aujourd'hui à Clinton — qui espère achever son mandat sur un règlement de paix au Proche-Orient — si ses propositions peuvent servir de base à une poursuite des négociations.

Clinton laisse la place au républicain G.W. Bush le 20 janvier. Auparavant, un responsable palestinien avait déclaré que Yasser Arafat avait besoin de plus de temps pour donner sa réponse, car il souhaitait demander des clarifications aux Américains sur leurs propositions et consulter les pays arabes.

#### Sharon prêt à des «concessions»

Par ailleurs, Ariel Sharon, chef du Likoud, principal parti de l'opposition israélienne de droite, s'est déclaré hier soir «prêt à des concessions douloureuses pour faire la paix» lors d'une émission de politique variétés de la télévision publique israélienne.

«Je sais comment faire la paix. J'ai l'expérience nécessaire pour parvenir à la paix que nous voulons tous [...] Je crois qu'il faut négocier et que je peux progresser sur la voie de la paix [...] La paix suppose des conces-

sions douloureuses», a-t-il affirmé sans autre précision.

M. Sharon a cependant nuancé ses propos en indiquant que «nous ne pouvons pas diviser Jérusalem et le Mont du Temple [l'Esplanade des mosquées de Jérusalem], le lieu le plus sacré du peuple juif».

Il a aussi indiqué «qu'il n'y aura pas de droit au retour [en Israël]» des quelque 3,7 millions de réfugiés palestiniens de la première guerre israélo-arabe de 1948.

M. Sharon, unique rival du chef de gouvernement travailliste démissionnaire Ehoud Barak à l'élection spéciale pour le poste de premier ministre le 6 février, a accusé ce dernier de vouloir conclure un accord avec les Palestiniens «à des fins électorales».

«J'aime bien Barak, et je le respecte comme combattant, mais il a échoué dans son entreprise, et n'a pas l'expérience requise pour diriger un appareil aussi complexe que l'État», a-t-il ajouté.

Ehoud Barak, soucieux de conclure un accord qui, selon les sondages, pourrait constituer sa seule chance d'être réélu le 6 février, a déclaré lundi qu'il serait prêt à accepter telles quelles les propositions américaines à condition que les Palestiniens en fassent autant. Barak a précisé hier qu'il se sentait déchiré entre la nécessité de trouver un accord et les concessions que cela engendrerait côté israélien, dont certaines paraissent selon lui «au-delà du possible».

Toutefois, si Arafat devait accepter les propositions américaines, sans la moindre réserve, Israël ne pourrait se permettre d'apparaître comme le camp qui refuse la paix, a-t-il dit à la télévision israélienne.

Arafat a déclaré pour sa part que ces propositions, fruit de cinq jours de négociations à Washington, étaient très proches des idées avancées lors du sommet de Camp David, en juillet dernier.

Le président palestinien a appelé son équipe de négociateurs à poursuivre leurs consultations à Gaza, et Ehoud Barak réunira aujourd'hui son cabinet de sé-

### VERDICT

curité pour étudier les propositions américaines.

Les deux parties ont indiqué lundi que les propositions incluaient un retrait israélien de l'essentiel de la partie arabe de Jérusalem, ce qui réduirait la souveraineté de l'État hébreu au quartier juif et à une partie du quartier arménien de la Vieille Ville.

Sur le terrain, après quelques jours marqués par une relative accalmie, des échanges de tirs ont éclaté hier matin près de Naplouse, en Cisjordanie, ont indiqué des témoins palestiniens. Ceux-ci ont précisé que les combats avaient débuté pendant la nuit, les Palestiniens ayant ouvert le feu sur une colonie juive située en bordure de la ville. Les troupes israéliennes ont répliqué par des tirs de mitrailleuse lourde et les affrontements se sont poursuivis après l'aube, a fait savoir Tsahal. Le calme est revenu dans l'après-midi. L'armée israélienne a également signalé des échanges de tirs dans la vallée de Jourdain, en Cisjordanie.

Par ailleurs, les intégristes du Hamas palestinien ont revendiqué hier la responsabilité de l'attentat-suicide du 22 décembre contre la colonie juive de Meholah (Cisjordanie). Trois militaires israéliens avaient été blessés lorsque le «kamikaze», Hachem el-Najar, 22 ans, membre des brigades Kassem (aile militaire du Hamas), s'était fait sauter dans un café de cette implantation tenu par un Israélien.

Enfin, des Palestiniens du village cisjordanien de Husan ont affirmé hier que sept personnes avaient été frappées et arrêtées par l'armée israélienne. Tsahal n'a pas souhaité commenter cette information pour le moment.

Noël s'est néanmoins déroulé dans un calme relatif comparativement au degré de violence que connaît la région depuis le début de l'intifada, aucune victime n'étant à déplorer depuis trois jours. Au moins 343 personnes, en majorité palestiniennes, ont péri depuis le début des affrontements israélo-palestiniens fin septembre.

## AFRIQUE

### L'obstacle principal reste le coût de la connexion téléphonique: près de 10 \$ l'heure

SUITE DE LA PAGE 1

animal. Les hyènes côtoient ici les serpents et les singes. Comme dans la jungle.

Les petits partagent leur temps entre les cours traditionnels et les nombreux ateliers qui permettent de mettre tout cela en pratique. Comme si la réforme de l'enseignement en cours au Québec avait rejoint les côtes de l'Afrique.

Cette semaine, les élèves fabriquent des blocs de ciment pour refaire un mur d'enceinte qui menace de s'écrouler. Ce sont eux qui ont tout calculé et fait la planification des travaux. Avec des maçons du quartier, ils fabriquent des parpaings qu'ils font sécher au soleil dans un coin de la cour. Un autre groupe cultive un jardin dont les produits sont vendus par la coopérative de l'école aux habitants du quartier.

«Pour l'ordinateur, c'est pareil, dit la directrice Mbarou Ndiaye. Les élèves apprennent à distinguer les compléments d'objets direct ou indirect. Et ils viennent ici pratiquer sur les logiciels.»

En pratique, les petits semblent préférer colorier des paysages d'Adibou ou jouer à *Génies en herbe*. Arborant fièrement leur adresse électronique personnelle, ils vont bientôt correspondre avec des collègues français, belges ou québécois.

Le soir, les habitants du quartier peuvent venir utiliser les ordinateurs pour faire une recherche, ob-

tenir un formulaire, taper une lettre ou expédier un courriel. Si les clients sont analphabètes, des moniteurs se transforment en écrivains publics pour leur donner un coup de main.

Toutes les familles sénégalaises ont un parent au Canada, aux États-Unis, en France ou en Australie. C'est même une des raisons principales de l'étonnante popularité d'Internet au Sénégal.

«Ils ont découvert qu'ils pouvaient facilement rejoindre leur famille, s'échanger des documents ou des photos», dit Thierno Ndiaye, qui dirige le Centre de sauvegarde de Pikine où l'on fait une expérience semblable. Le Centre s'enorgueillit d'ailleurs d'avoir formé une championne mondiale de judo, Yaye Ami Seck, qui étudie maintenant au Québec.

Même si le nombre de branchements ne dépasse pas quelques dizaines de milliers, le Sénégal est le leader de la région en cette matière. Il est parmi les trois pays que l'ONU surveille attentivement pour analyser la progression d'Internet en Afrique. C'est probablement parce que le Sénégal a choisi d'investir dans des structures légères et collectives.

Puisque les Sénégalais n'ont pas les moyens d'avoir un abonnement personnel, une dizaine de cybercafés prospèrent à Dakar. C'est même devenu un snobisme. L'obstacle principal reste le coût de la connexion téléphonique: près de 10 \$ l'heure. «Même les enfants mettent leur adresse Internet dans leur cahier», dit Thierno Ndiaye.

## ANGOISSES

nant le moins risqué, au carrefour le plus proche, de changer de direction avant que la route en face ne devienne infranchissable, ou avant que le tracé de cette route ne change, ou encore avant que la destination prévue ne se déplace ou ait perdu de ses charmes.

En d'autres termes, le dilemme qui tourmente les hommes et les femmes au tournant de ce siècle n'est pas celui d'apprendre comment atteindre l'identité de leur choix et comment la faire reconnaître par ceux qui les entourent, mais quelle identité choisir et que faire pour rester alerte et vigilant une fois que l'identité choisie a été retirée du marché ou a perdu ses pouvoirs séducteurs. Le souci principal, le plus angoissant, n'est pas de savoir comment s'installer dans une place au sein d'un cadre solidement établi — classe, sexe ou une autre catégorie sociale —, et, une fois installé, de savoir comment la garder et éviter d'en être chassé ou exilé. Dans un monde kaléidoscopique de valeurs remaniées, de pistes mobiles et de cadres changeants, la liberté de manœuvre est élevée au rang de valeur suprême, de «méta-valeur», de condition d'accès à toutes les autres valeurs: passées, présentes mais surtout à venir.

Dans un tel monde, la conduite rationnelle exige que les options, le plus grand nombre possible d'options, soient laissées ouvertes; et le fait d'avoir une identité fixée une fois pour toutes a pour résultat la fermeture ou la perte des options. Comme l'a observé Christopher Lasch, les identités recherchées de nos jours sont celles que l'on peut adopter et dont on peut se débarrasser «comme on change de costume». Si elles sont «librement choisies», le choix «n'implique plus des engagements avec des conséquences», de sorte que «la liberté de choisir équivaut en pratique au refus de choisir» (...). Si l'on ne peut pas, ou si l'on pense ne pas pouvoir, faire ce qui réellement importe, on se tourne vers des choses qui importent moins ou pas du tout, mais que l'on pense pouvoir faire; en tournant ses efforts sur de telles choses, on peut même faire en sorte qu'elles importent, tout du moins pour un moment... (...)

Il y a une gamme croissante de «passe-temps» qui sont autant de succédanés pour des choses qui importent beaucoup mais que l'on ne peut pas maîtriser. La pratique, dévoreuse de temps et d'énergie, qui consiste à rassembler, démonter et réarranger l'auto-identité, est un de ces plus formidables succédanés. Cette activité est conduite dans des conditions particulièrement peu sûres: les objectifs de l'action sont aussi précaires que ses effets sont incertains. Les efforts conduisent assez souvent à un sentiment de frustration pour que la peur de l'échec ultime empoisonne la joie des succès temporaires. Il n'est pas surprenant que la dissolution des peurs personnelles dans la «puissance du nombre», vrai ou putatif, qui permet de les rendre inaudibles dans le brouhaha de la foule, soit une tentation constante auquel un grand nombre de «constructeurs d'identité» trouve difficile de résister. C'est la tentation de faire comme si la similitude des peurs vécues individuellement constituait une communauté. Comme l'a observé Eric Hobsbawm, «le mot communauté n'a jamais été utili-

se de manière aussi indifférente et aussi creuse que durant la période où les communautés, dans le sens sociologique du terme, devenaient difficiles à trouver». «Les hommes et les femmes, explique-t-il, recherchent des groupes auxquels ils peuvent appartenir, assurément et pour toujours, dans un monde dans lequel tout le reste bouge et change, dans lequel tout le reste est incertain.» Jock Young réitère cette vue de manière succincte: «Alors même que la communauté s'effondre, l'identité est inventée», dit-il. (...) Pourtant, le paradoxe est que, pour jouer son rôle guérisseur, l'identité doit nier le fait qu'elle n'est qu'un succédané, et, plus que tout, doit évoquer le fantôme de cette même communauté dont le décès rend la substitution aussi souhaitable que possible. L'identité pousse au cimetière des communautés, mais fleurit grâce à sa promesse de ressusciter les morts. La quête d'identité divise et sépare. La précarité de la création solitaire incite les créateurs à chercher des crochets auxquels ils peuvent ensemble suspendre leurs peurs et leurs angoisses individuelles et accomplir des rites d'exorcisme en compagnie d'autres individus tout aussi effrayés et anxieux. Il n'est pas sûr que de telles «communautés crochet» fournissent en fait cette assurance collective contre les risques individuels que l'on attend d'elles; mais ériger une barricade en compagnie d'autres individus procure un court répit à la solitude. Efficace ou non, quelque chose a été fait, et l'on peut enfin se consoler à l'idée que l'on a livré une bataille. Comme le dit Jonathan Friedman à juste titre, dans notre époque de mondialisation, «les frontières ne disparaissent pas; au contraire, elles semblent apparaître à chaque coin de rue de chaque quartier délabré de notre monde». Ces frontières n'ont pas pour fonction de séparer et de protéger des identités déjà établies. Comme l'a expliqué le célèbre anthropologue norvégien Frederik Barth, c'est exactement l'inverse qui se produit: les identités communautaires sont des dérivés de fébriles tracés de frontières. Nous pouvons dire après Ernest Renan que la communauté, comme la nation, vit grâce à un plébiscite quotidien. Mais, une fois que les postes frontières ont été plantés, la date trop fraîche des origines est soigneusement cachée.

Plutôt que de parler d'identités, héritées ou acquises, il serait peut-être plus approprié, pour être juste envers les réalités de la mondialisation, de parler d'identification: une activité interminable, toujours incomplète, inachevée et ouverte, dans laquelle nous sommes tous engagés, jour après jour, par nécessité autant que par choix. Il y a peu de chances pour que les tensions, les confrontations et les conflits que cette activité produit cessent. La quête éfrénée d'identité n'est pas un vestige de l'époque de la prémondialisation. Cette quête est, au contraire, un effet secondaire et dérivé de l'association de la mondialisation avec les pressions individuelles, et des tensions que cette association produit. Les guerres d'identification ne sont pas contraires à la tendance à la mondialisation: elles en sont le fruit légitime et le compagnon naturel. Loin de l'arrêter, elles en huilent les rouages.